

**Bibliothek
des Instituts für Weltwirtschaft
an der Universität Kiel**

Signatur

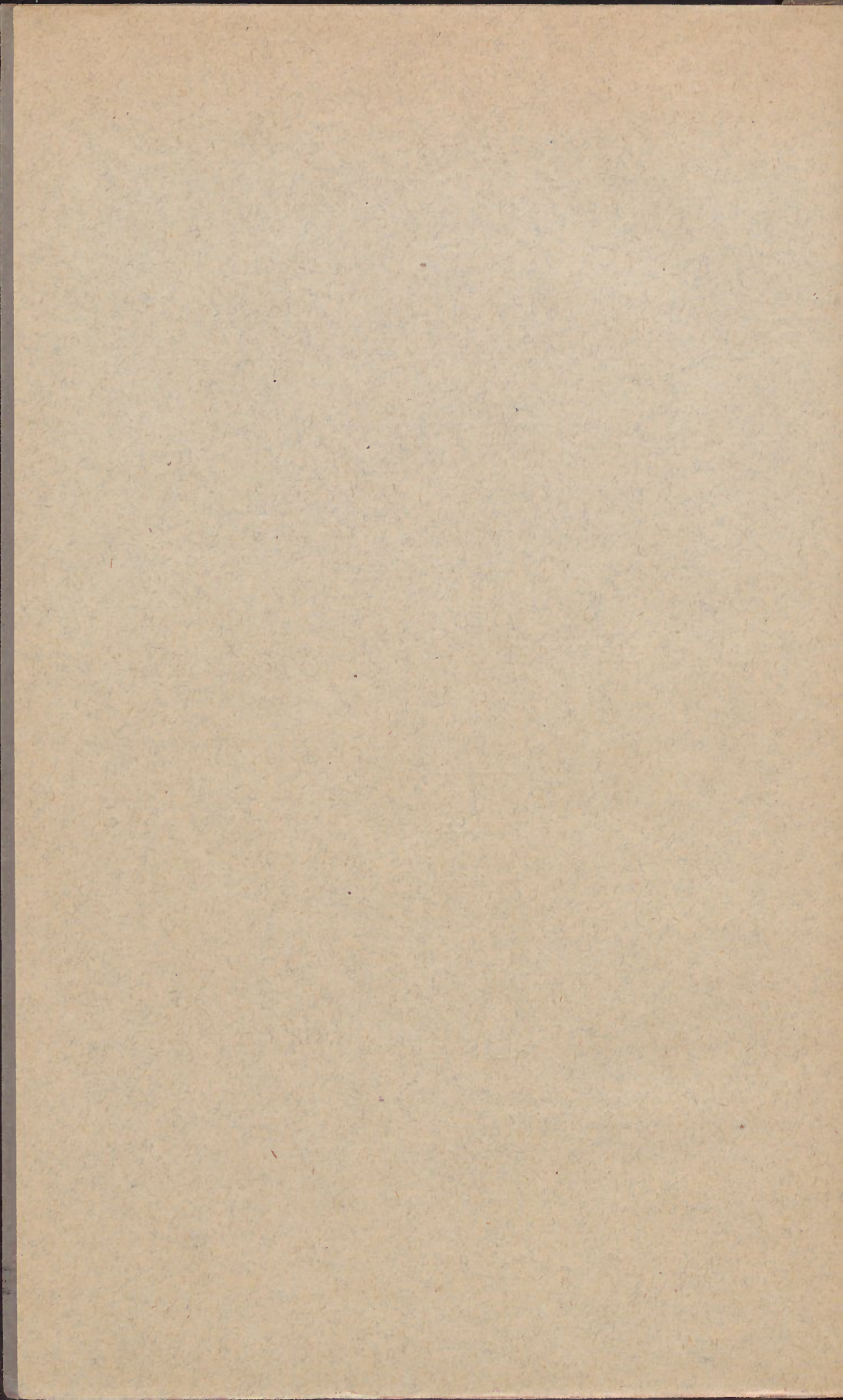
B 8473

APERÇU HISTORIQUE
SUR LES
SYNDICATS DE VENTE
DES COMBUSTIBLES
DANS LE BASSIN RHÉNAN-WESTPHALIEN

PAR
E. GRUNER & E. FUSTER

1^{er} Novembre 1898.

PARIS
COMITÉ CENTRAL DES HOUILLÈRES DE FRANCE
55, RUE DE CHATEAUDUN, 55



UNION DES
SYNDICATS DE VENTE
DES COMMERÇANTS
DE LA MARCHANDISE

APERÇU HISTORIQUE
SUR LES
SYNDICATS DE VENTE
DES COMBUSTIBLES
DANS LE BASSIN RHÉNAN-WESTPHALIEN



APERÇU HISTORIQUE
SUR LES
SYNDICATS DE VENTE
DES COMBUSTIBLES
DANS LE BASSIN RHÉNAN-WESTPHALIEN

PAR
E. GRUNER & E. FUSTER

1^{er} Novembre 1898.

PARIS
COMITÉ CENTRAL DES HOUILLÈRES DE FRANCE
55, RUE DE CHATEAUDUN, 55



APERÇU HISTORIQUE
SUR LES
SYNDICATS DE VENTE
DES COMBUSTIBLES

DANS LE BASSIN RHÉNAN-WESTPHALIEN

Par MM. E. GRUNER et E. FUSTER.

Répondant au désir exprimé par divers lecteurs des circulaires du Comité central des houillères, nous condons dans les pages qui suivent les principaux renseignements et textes recueillis depuis douze ans dans cette publication ⁽¹⁾ sur la constitution des ententes commerciales dans le bassin houiller rhénan-westphalien. Cet aperçu historique a surtout pour but de montrer par quelles phases a passé l'organisation syndicataire, et comment les mines de ce bassin en sont venues à constituer ces comptoirs de vente qui ont tant contribué à la prospérité de l'industrie houillère allemande.

Trois formes ont été essayées, successivement ou simultanément, en vue d'arriver à améliorer la situation de l'industrie houillère, profondément atteinte par l'incohérence des relations entre l'offre et la demande, par les oscillations excessives dans les prix, conséquence inévitable de la surproduction, ainsi que par les graves difficultés ouvrières de la période de 1889.

(1) Les débuts du mouvement ont été décrits par M. Gruner dans son travail, publié en juin 1887 par le Comité central des Houillères de France, sur *les associations et syndicats miniers en Allemagne*. Ses développements ont été suivis par lui dans les nombreuses circulaires publiées depuis lors. Les données contenues dans cet ouvrage et dans les circulaires parues depuis 1887 ont été complétées et coordonnées à l'aide de renseignements empruntés aux rapports du Comité des houillères de Westphalie ou recueillis sur place au cours de missions récentes. — Nous citons plus loin et à leur rang les circulaires s'occupant spécialement des syndicats, sans compliquer ces annotations par le rappel des circulaires purement commerciales.

Ces trois formes ont été :

- 1° Les conventions générales relatives à la limitation de la production dans tout le bassin;
- 2° Les conventions spéciales à certaines régions ou à certaines catégories de combustibles;
- 3° Les syndicats de vente ou comptoirs chargés de la vente en commun.

I. — CONVENTIONS GÉNÉRALES RELATIVES A LA LIMITATION DE LA PRODUCTION DANS TOUT LE BASSIN (1).

- a) Conventions annuelles 1880-1883 en vue de limiter la production. Le premier essai sérieux d'entente commerciale entre exploitants rhénans-westphaliens (2) remonte au mois d'octobre 1879; à cette date, à Dortmund, les mines s'entendirent en vue de limiter la production.

(1) On trouvera dans la dernière partie de ce travail les statistiques de la production. Voir pour plus de détails, sur cette période de 1880 à 1887, la brochure de M. Gruner sur les syndicats miniers.

(2) Syndicat d'exportation, 1877-1894. — Nous devons signaler ici une organisation d'un type spécial, que l'on n'a jamais confondue en Westphalie avec les ententes commerciales étudiées dans le présent travail.

Au début de l'année 1876, les mines avaient pu se convaincre qu'il était nécessaire d'assurer à leur production, toujours croissante, de plus larges débouchés à l'étranger. On songea tout d'abord à gagner la clientèle de la marine impériale, qui n'achetait alors que des charbons anglais. Le Comité des houillères commença par constituer dans son sein une commission qui étudia la question avec les mines intéressées. Cette commission fut bientôt transformée en un consortium, chargé de faire des démarches auprès de la marine impériale. On reconnut bientôt qu'il était nécessaire de donner à cet accord une forme plus stable, et l'on voulut constituer une société commerciale, un comptoir pour la vente en commun à la marine et à l'exportation. Il fallut toutefois se contenter de créer, « à l'effet de développer l'exportation des charbons westphaliens et des coques vers les ports allemands ou étrangers, une association de mines, portant le nom d'association westphalienne pour l'exportation des charbons ».

L'assemblée générale constitutive fut tenue le 1^{er} mai 1877. 20 mines firent partie de l'association, qui fut tout d'abord constituée pour un an seulement. Elle fut renouvelée pour trois ans en 1878, et de nouveau pour trois ans en 1881. En 1884, puis en 1889, c'est par périodes de cinq années qu'elle a été prolongée. Elle n'a plus fonctionné à dater du 1^{er} mai 1894; le directeur qui avait mené toute l'affaire depuis dix-sept ans venait de mourir, et du reste les résultats obtenus étaient réellement peu satisfaisants; enfin il ne faut pas oublier qu'en 1894 les ententes générales avaient fini par aboutir et rendaient le syndicat d'exportation à peu près inutile.

Une institution, qui n'a du reste pas été fondée par ce syndicat, poursuivait le même but et lui a survécu. C'est le *dépôt de charbons de Hambourg*. Le Comité des houillères a obtenu en 1888 des chemins de fer prussiens des conditions de nature à faciliter l'expédition des charbons westphaliens sur Hambourg; d'accord avec la direction d'Altona-Hambourg, 7 mines importantes s'engagèrent à fournir aux chemins de fer les

Il faut remarquer que les organisateurs voulaient grouper au moins 90 p. 0/0 de la production totale. Le quorum nécessaire ne fut pas atteint. Pour décider les hésitants, on dut consentir des dérogations aux règles précédemment admises et jugées essentielles : c'était introduire dans le système un germe de mort.

La convention, ainsi que celles qui furent signées pour les années suivantes, n'était faite que pour un an. Chaque année, il fallut négocier à nouveau, et de nouvelles dérogations devaient être concédées en vue de retrouver le même quorum.

Nous reproduisons ci-dessous le texte d'une de ces conventions, celle de 1882. Nous faisons remarquer qu'une amélioration apparente de la situation générale avait permis, en 1881, de stipuler pour 1882, non plus une réduction de production, mais une simple limitation à 5 p. 0/0, par rapport à 1881, de l'augmentation de production. D'autre part, la pénalité en cas de surproduction, qui était précédemment de 1 marc, soit 1 fr. 25, était réduite à 50 pfennigs, soit 62 centimes, par tonne produite en excès. Cette faible pénalité alimentait les caisses de secours.

Texte de la convention de 1882 (1).

Les Sociétés et Compagnies de mines représentées par les soussignés, sous condition que toutes les autres mines de houille du district de Dortmund puissent y participer, s'engagent les unes vis-à-vis des autres et chacune vis-à-vis du Secrétaire général de l'Association pour la défense des intérêts miniers, docteur Natorp, à Essen, quant à la production en 1882 de tous leurs puits situés dans le district de Dortmund, à remplir les conditions suivantes :

ARTICLE PREMIER.

L'exploitation pour chacun des puits appartenant aux soussignés dans le district de Dortmund doit être réglée en sorte que la production et la vente en 1882 ne dépassent pas de plus de 5 p. 0/0 la production et la vente en 1881.

ART. 2.

Les exploitations entreprises depuis 1870 et qui sont encore en cours d'installation pourront extraire au maximum 450 tonnes par jour.

80.000 marcs nécessaires pour la construction d'un dépôt, tandis que les chemins de fer consentaient une réduction de 50 pfennigs par tonne sur le transport des charbons destinés à ce dépôt. Il fonctionne depuis le 7 janvier 1890. On n'y fait que la vente au détail.

(1) Extrait de la brochure de M. Gruner sur les syndicats miniers, p. 68-69.

ART. 3.

Les exploitations qui, par suite de circonstances spéciales dans leur extraction, n'ont eu en 1881 qu'une production réduite, pourront s'adresser au Conseil de l'Association pour la protection des intérêts houillers, et devront se soumettre à la décision qu'il prendra relativement à leur production pour 1882.

Le tonnage qui sera éventuellement concédé à une pareille exploitation ne pourra en aucun cas dépasser de plus de 20 p. 0/0 la production de 1881.

ART. 4.

Les puits qui, dans le courant de 1881, n'ont pas produit 50.000 tonnes pourront pousser leur production en 1882 jusqu'à ce chiffre.

ART. 5.

Les puits qui appartiennent à des usines ou laminoirs pourront répondre sans limitation aux besoins de ces établissements; et au cas où ces établissements auraient, en 1882, des besoins moindres qu'en 1881, la différence pourra être vendue à des tiers en sus de la quantité stipulée par la présente convention.

ART. 6.

Les quantités de charbon exportées et constatées par connaissements sont à compter en dehors des quantités stipulées par la présente convention.

ART. 7.

Les déclarations de production faites officiellement à l'Administration des Mines à Dortmund serviront de base aux calculs pour l'application de la présente convention.

ART. 8.

Chaque mine adhérente à la présente convention subira une amende de 0 m. 50 (0 fr. 625) par tonne produite en 1882 en sus de la quantité stipulée par le contrat.

ART. 9.

Toutes les amendes résultant de la présente convention seront ordonnées au nom du docteur Natorp, avec cette condition qu'elles seront reversées par lui à celle des caisses de secours des mines (Knappchafts-Kasse) de laquelle fait partie celui qui paye l'amende. Le Conseil de l'Association pour la défense des intérêts miniers décidera, dans les limites des règlements particuliers de chaque caisse, l'usage qui sera fait de ces versements.

ART. 10.

Une Assemblée générale extraordinaire pourra décider une augmentation de production pour 1882; mais cette décision ne pourra cependant être prise avant le 1^{er} juillet 1882.

La proposition de convocation d'une Assemblée générale extraordinaire devra être adressée au Conseil de l'Association pour la défense des intérêts miniers, et ne pourra être prise en considération que si elle est appuyée par 50 p. 0/0 des voix des adhérents à la présente convention.

Une augmentation de production ne peut être décidée que par une majorité représentant au moins les trois quarts de la production totale de 1881.

ART. 11.

Le règlement de toutes les difficultés résultant de ce contrat, ainsi que les décisions relatives aux obligations de paiement, est remis, à l'exclusion de la jurisprudence ordinaire, à un tribunal arbitral de trois personnes. Deux sont désignées conformément aux articles 854 et 855 du Code de procédure civile, la troisième est nommée par le Président de l'Association pour la défense des intérêts miniers.

ART. 12.

Ce contrat ne sera définitif entre les parties que quand les adhésions reçues formeront au moins 90 p. 0/0 de la production des mines du district de Dortmund en 1880.

Des conventions annuelles de ce genre furent signées 4 fois de suite. Mais les caisses de secours en profitèrent seules, car l'influence de ces conventions sur les prix de vente ne fut pas appréciable. Aussi, pour 1884, aucune convention ne fut signée. L'idée de maintenir en 1884 la production de 1883 au moyen d'une entente ne réunit que 85 p. 0/0 des intéressés.

b) Convention 1885-1886. En 1884, cependant, la situation avait empiré. Une réduction de production s'imposait.

Mais quand il fallut décider pour 1885 une réduction de 5 p. 0/0 par rapport à la production de 1884, il n'y eut pas moyen de grouper plus de 68 p. 0/0 de la production. Les négociations furent pourtant reprises et on parvint en avril 1885 à grouper 92 p. 0/0 de la production de 1884: mais sur 107 exploitations adhérentes

38, qui comptaient heureusement parmi les moins importantes, avaient obtenu des dérogations. La pénalité en cas de surproduction fut portée à 2 marcs par tonne.

Cette convention fut en vigueur 18 mois, de juillet 1885 à décembre 1886 (1).

Texte de la convention de 1885-1886 (2).

Les Sociétés ou Compagnies de mines, représentées par les soussignés, sous condition que toutes les autres mines de houilles du district de Dortmund puissent y participer, s'engagent les unes vis-à-vis des autres, et chacune vis-à-vis du Secrétaire général soussigné de l'Association pour la protection des intérêts houillers, docteur Natorp, à Essen, quant à la production en houille pour tous leurs puits du district de Dortmund pour la période du 1^{er} juillet 1885 au 31 décembre 1886 :

ARTICLE PREMIER.

Pour tous les puits de mines de houille du district de Dortmund appartenant aux soussignés est faite, pour la période du 1^{er} juillet 1885 au 31 décembre 1886, une convention de production, en vertu de laquelle chaque puits qui, en 1884, aura produit plus de 125.000 tonnes, s'engage à produire, pendant ladite période de dix-huit mois, 5 p. 0/0 en moins que les 3/2 de la production de 1884.

ART. 2.

Tous les puits qui, en 1884, n'ont pas produit 125.000 tonnes, sont exempts de la réduction de 5 p. 0/0, mais s'engagent pendant les dix-huit mois ci-dessus stipulés à ne pas produire plus que les 3/2 de la production de 1884.

Les différents puits appartenant à une même Compagnie ne sont comptés que pour un seul.

ART. 3.

Les nouvelles installations de puits qui n'ont pas encore atteint leur millième jour d'extraction et ceux qui auront chômé une année ont le droit de pousser leur production annuelle jusqu'à 125.000 tonnes.

(1) C'est aussi le 1^{er} juillet 1885 que commence à fonctionner la convention spéciale entre les producteurs de coke, dont nous parlons plus loin.

(2) Extrait de la brochure de M. Gruner sur les syndicats miniers, p. 70-71.

ART. 4.

Les puits qui sont la propriété d'usines sont en dehors de la convention.

La production de ces puits est mise à part, lorsqu'en application de l'article 10, on calcule les 90 p. 0/0 de la production dont l'adhésion est nécessaire pour la conclusion de la convention.

ART. 5.

Les quantités exportées par mer et établies par connaissements sont en dehors des quantités soumises à la présente convention.

Dans cette catégorie sont mis les charbons envoyés en Italie par le Saint-Gothard.

ART. 6.

Les puits qui, en raison de certaines conditions spéciales, ne croiront pas pouvoir souscrire à toutes les clauses des présentes conventions pourront obtenir des conditions spéciales. Le droit de statuer à cet égard est remis à la Commission spéciale nommée à cet effet par le Conseil de l'Association pour la défense des intérêts miniers; mais celles des mines qui demandent des conditions particulières devront avant tout signer un engagement par lequel elles déclarent accepter la décision de la Commission spéciale.

ART. 7.

Pour le calcul des tonnages, on s'en rapportera aux chiffres officiels de l'Administration des Mines à Dortmund.

ART. 8.

Toute mine adhérente à la convention s'engage à payer, avant le 1^{er} mars 1887, une amende de 2 *marcs* pour chaque tonne de houille qu'elle produira, en sus de la quantité stipulée, dans la période du 1^{er} juillet 1885 au 31 décembre 1886.

ART. 9.

Toutes les amendes seront portées au compte personnel du docteur Natorp, sous la réserve que l'emploi de ces sommes reste réservé au Conseil de l'Association pour la défense des intérêts miniers.

ART. 10.

Le droit éventuel de relever d'une certaine proportion la production de chaque puits est réservé à une Assemblée générale qui serait convoquée à cet effet, mais qui ne pourrait en aucun cas être convoquée avant le 1^{er} octobre 1885.

La proposition de convocation d'une Assemblée générale doit être faite au Conseil de l'Association et devra réunir 50 p. 0/0 de la production totale de 1884.

L'augmentation de production ne pourra être prononcée que par une majorité formée par les trois quarts de la production de 1884 ayant adhéré à l'Association.

ART. 11.

La solution des différends est remise à trois experts.....

ART. 12.

La convention ne sera définitive que si elle groupe 90 p. 0/0 de la production de 1884.

Cette convention n'eut pas non plus l'effet qu'on désirait. Malgré l'augmentation des pénalités, les mines ne respectèrent pas leurs engagements. Au lieu d'une réduction de production de 5 p. 0/0, c'est une augmentation de 2 p. 0/0 qu'on dut constater à la fin de 1886.

c) Echec d'un projet de convention pour 1887-1891. Le nombre si considérable d'exceptions, qui avaient été accordées lors de la conclusion de la précédente convention, produisit un tel mécontentement qu'il fallut chercher de nouvelles bases quand il s'agit d'étudier un projet d'accord pour une période de 5 ans, de 1887 à 1891.

Nous reproduisons ci-dessous le texte admis par la majorité. Il stipulait que la production de 1886 ne serait pas dépassée, que toute tonne extraite en plus serait grevée d'une amende de 50 pfennigs par tonne, et qu'au contraire tout exploitant qui réduirait sa production recevrait 50 pf. par tonne extraite en moins.

Ce projet n'a pu être mis à exécution, car il n'est pas arrivé à réunir plus de 73 p. 0/0 de la production.

Texte du projet de convention de 1887-1891 (1).

Les Sociétés et Compagnies de mines (ou propriétaires de mines) représentées par les soussignés sous condition que toutes les autres mines de l'Oberbergamtsbezirk de Dortmund puissent y participer,

(1) Extrait de la brochure de M. Gruner sur les syndicats miniers, p. 72-74.

s'engagent les unes vis-à-vis des autres, et chacune vis-à-vis du secrétaire général soussigné de l'association pour la protection des intérêts houillers Dr Natorp, à Essen, quant à la production de l'ensemble de leurs puits situés dans le district de Dortmund; cet engagement a une durée de cinq ans (1^{er} janvier 1887 au 31 décembre 1891).

ARTICLE PREMIER.

Pour tous les puits du district de Dortmund, les exploitants s'engagent pour les cinq ans (1887-1891) aux conditions suivantes : La production et la vente, par chaque puits, pendant chacune de ces cinq années, ne dépassera pas la quantité extraite en 1886, ou les $\frac{2}{3}$ de la production obtenue pendant les dix-huit mois (1^{er} juillet 1885-31 décembre 1886).

ART. 2.

Tout puits qui produit moins que la quantité fixée reçoit, pour chaque année dans laquelle une pareille diminution a été réalisée, une indemnité de 50 pf. par tonne extraite en moins (0 fr. 625 par tonne).

ART. 3.

Si la production totale descend de plus 10 p. 0/0 en dessous de la production de 1886, alors la totalité de l'allocation ne pourra en tous cas dépasser celle résultant d'une diminution de 10 p. 0/0, et l'allocation totale sera répartie entre tous les intéressés, proportionnellement aux réductions afférentes à chacun.

ART. 4.

Les puits qui, pendant la durée du traité, auront dépassé leur production de 1886, paieront chaque année une somme de 0 m. 50 (0 fr. 625 par tonne) par tonne produite en excédent. L'augmentation qui aura motivé un paiement une année, n'entrera pas de nouveau en ligne de compte l'année suivante.

ART. 5.

La prime pour réduction de production sera payée avant tout sur les fonds provenant de l'amende imposée en raison de surproduction.

Si le montant des amendes ne suffit pas à payer les primes, il sera pourvu au manquant par un prélèvement fait sur chacun des intéressés, proportionnellement à son extraction.

ART. 6.

Est exempt de l'amende pour surproduction tout puits qui n'a pas dépassé son deux-millième jour d'extraction, aussi longtemps que sa production n'aura pas atteint 150.000 tonnes par an. Il est interdit de

reporter la production déclarée d'un puits sur un autre pour éviter la clause ci-dessus.

Un puits qui sera resté hors de service pendant un an, rentre dans la catégorie des puits qui n'ont pas encore travaillé.

ART. 7.

Les mines qui appartiennent à des propriétaires d'usines ou de laminoirs ne font pas partie de l'Association.

La production de ces mines est déduite et n'entre pas en ligne de compte pour établir la proportion de 90 p. 0/0 prévue à l'article 15.

ART. 8.

Pour établir la production moyenne d'une année future en se basant sur 1886, il sera tenu compte de toute interruption d'exploitation qui dépassera sept jours consécutifs.

ART. 9.

Toute quantité de charbon exportée par mer, reste en dehors de la présente convention, de même tout ce qui est exporté vers l'Italie par le Saint-Gothard. Le coke envoyé dans ces directions sera transformé en bouille en multipliant par $3/2$.

ART. 10.

L'amende de 50 pf. (0 fr. 625 par tonne) prévue à l'article 4 pourra être diminuée en cours d'exécution de la présente convention, mais pour que la proposition de modification puisse être discutée, il faut qu'elle soit présentée par un groupe représentant 25 p. 0/0 de la production et la décision devra être prise à la majorité des trois quarts dans une assemblée générale convoquée spécialement dans ce but. L'Assemblée générale doit être convoquée au plus tard le 1^{er} décembre de l'année qui précède celle dans laquelle la réduction de l'amende devra être appliquée.

ART. 11.

Les quantités sur lesquelles seront basées les primes et amendes seront fournies par l'administration des mines de Dortmund.

La fixation des quantités qui seront susceptibles de primes (art. 2) ou d'amendes (art. 4) aura lieu dans le cours du 2^e trimestre de l'année suivante.

ART. 12.

L'excédent des recettes, non employé en primes, sera mis à la disposition du docteur Natorp, secrétaire général de l'Association pour les

intérêts miniers, qui en disposera d'accord avec le Conseil de l'Association.

ART. 13.

La direction complète de la présente convention est confiée au docteur Natorp.

ART. 14.

Le jugement des contestations est remis à un tribunal d'experts composé de trois personnes, le tiers expert est désigné par le Conseil de l'Association de défense des intérêts miniers.

ART. 15.

La présente convention ne liera les parties que si 90 p. 0/0 de la production entre dans l'association (4).

ART. 16.

La sortie involontaire (par faillite ou autres causes) ne délie pas des présents engagements.

d) Tentative d'intervention de la Caisse minière, 1887-1888. Les organisateurs de ce mouvement, désespérant d'arriver à un résultat par une entente spéciale, crurent pouvoir recourir à la Caisse des mines (Berggewerkschaftskasse ⁽²⁾). Cette institution, semi-officielle, fondée en 1861 à Bochum par la fusion d'anciennes corporations, entretient des écoles et des laboratoires; elle perçoit une cotisation de tous les charbonnages, proportionnellement à leur extraction. Or, en 1885, l'assemblée générale des charbonnages, afin de hâter la construction des voies de navigation réclamées par l'industrie, décida qu'à l'avenir la Caisse aurait à prendre en mains la création et la direction d'entreprises qui auraient en vue les intérêts économiques de tout ou partie des mines du district. Comme il fallait des ressources, la majorité décida de modifier les statuts et de doubler la cotisation ordinaire en affectant spécialement cette nouvelle cotisation à gager un emprunt qui permettrait d'offrir au gouvernement une subvention pour la construction d'un grand canal. Mais, du même coup, le conseil faisait voter le principe de cotisations extraordinaires, qui seraient prélevées sur l'excédent de production, par rapport à une produc-

(1) Cette convention n'arrivera à réunir que 75 p. 0/0 de la production; de là son échec.

(2) Voir l'exposé du rôle de cette caisse dans la brochure de M. Gruner sur les syndicats miniers (p. 15 et suivantes).

tion-type que l'assemblée générale attribuerait comme maximum à chaque mine.

L'Assemblée générale du 21 mars 1887, décida donc que chaque mine subirait une réduction de 10 p. 0/0 dans sa production, par rapport à la plus forte production obtenue par elle dans l'une des trois premières années; par suite des restrictions apportées à l'application de cette décision par les stipulations de l'article 6 des statuts, en faveur des mines se trouvant dans des conditions spéciales, la réduction effective n'aurait été, sur l'ensemble de la production que de 2,83 p. 0/0 par rapport à la production de 1886; cette réduction ne serait du reste obtenue que si aucune mine ne préférerait le paiement d'une amende à la réduction de sa production. Cette pénalité devait être de 15 p. 0/0 de la valeur officiellement déclarée du charbon. On stipula adroitement que les fonds provenant de ces amendes seraient affectés à la création d'hôpitaux.

Le texte de ces statuts fut homologué par le ministre le 1^{er} mars 1887.

Extraits des statuts de la Caisse des mines, 1887 (1).

ART. 5.

L'assemblée générale se prononce, à la majorité des trois quarts des voix représentées, sur le principe, sur l'emploi et sur l'importance des cotisations extraordinaires.

Les cotisations extraordinaires portent exclusivement sur la fraction de la production de chaque mine qui dépasse le tonnage stipulé par l'assemblée générale, en appliquant un coefficient de réduction à celle des productions des trois dernières années qui a été la plus élevée. Pour l'application de ce coefficient de réduction les différents puits appartenant à un même propriétaire sont considérés comme formant un tout unique.

Dans le cas où le prélèvement de la cotisation extraordinaire est basée sur une réduction effective de production, cette réduction ne pourra pour chaque propriétaire ou compagnie, dépasser au maximum 5 p. 0/0 de la production de la dernière année écoulée.

ART. 6.

Sont exemptées de la cotisation en raison de l'augmentation de production :

1° Celles des mines qui ont une production annuelle de moins de 75.000 tonnes.

(1) Extrait de la brochure de M. Gruner sur les syndicats miniers, p. 59-60.

2° Les nouveaux sièges d'exploitation tant qu'ils n'ont pas atteint la production annuelle de 100.000 tonnes, à condition que, dans l'année où a lieu l'assemblée générale, le millième jour d'exploitation n'a pas été atteint.

Cependant le puits qui, pour une compagnie, aura le premier atteint le charbon, pourra développer son extraction sans aucune restriction jusqu'au millième jour d'exploitation.

Sont assimilés à des puits neufs, les anciens puits qui auront suspendu leur extraction pendant au moins mille jours consécutifs.

3° Les mines qui exportent au delà des mers ou vers l'Italie, pour les quantités qui sont extraites pour ces destinations.

Si l'extraction d'un puits est suspendue pendant plus de trente jours consécutifs ou plus, alors le propriétaire pourra demander que, par chaque jour d'interruption de travail, il soit ajouté au tonnage annuel réel une quantité égale au tonnage moyen journalier, de façon à fixer plus équitablement le tonnage qui servira de base au calcul de la réduction de production.

Pour ceux des puits qui servent simultanément à l'extraction de la houille et du minerai de fer, une augmentation sur la houille pourra être admise en compensation d'une réduction sur le minerai.

ART. 7.

La cotisation extraordinaire peut, en toutes circonstances, être augmentée, et ne peut être inférieure à 2 p. 0/0 de la valeur moyenne officiellement établie pour les charbons en vue de l'impôt dans le district de Dortmund, pendant l'année où a lieu l'assemblée générale; cette restriction subsistera aussi longtemps que sera prélevée la double cotisation ordinaire; cette cotisation extraordinaire ne peut pas dépasser 20 p. 0/0 de cette valeur.

L'établissement et la perception de la cotisation extraordinaire sont basés sur les chiffres communiqués par l'administration des mines comme servant de base à l'impôt.

Les propriétaires de mines qui ne payent pas leurs cotisations dans un délai de quatre semaines doivent payer un intérêt de 5 p. 0/0 à partir du jour de l'établissement du rôle.

A partir du 1^{er} avril, les décisions de l'Assemblée générale relatives à la limitation de la production furent applicables pour toute la Westphalie. Mais la production, pendant l'année 1887 et le premier trimestre 1888, loin d'être inférieure à celle de 1886, fut en augmentation sensible (1). Le conseil de la Caisse demanda à l'As-

(1) Cf. Circ. 85 du 4 nov. 1887.

semblée du 11 avril 1888 de maintenir le principe de l'amende, tout en la réduisant au minimum autorisé par l'article 7, à 2 p. 0/0 de la valeur. L'Assemblée a préféré renoncer complètement à cette source de revenus, et les mines sont restées libres en 1888 de fixer à leur gré leur chiffre d'extraction.

L'intervention de la Caisse avait donc abouti à un échec complet.

e) Le Comité des houillères et son projet de syndicat de vente, 1887.

Nous venons de voir qu'à partir du 1^{er} janvier 1887, aucune convention effective de limitation de la production ne régissait plus l'extraction dans le bassin, et que du reste la convention 1885-1886 n'avait eu aucune influence appréciable sur le tonnage et les prix.

Dès le mois de juillet 1886, le Comité des houillères de Westphalie s'était rendu compte qu'il ne fallait plus rien attendre du système de conventions que nous venons d'étudier; il avait laissé la Caisse minière tenter l'expérience que nous avons décrite. Mais, estimant sans doute qu'elle se terminerait par un échec, il remit à l'étude la question des syndicats en se fondant cette fois sur des principes nouveaux. Le projet de son président, soumis aux mines au mois de juin 1887, tendait à la *formation d'un syndicat commercial en vue de la vente en commun de la totalité de la production*.

M. Hammacher, dans son remarquable rapport, passait en revue tous les efforts tentés jusque-là pour améliorer la situation des exploitations houillères; il était obligé de constater l'inefficacité des conventions; l'effet produit par la construction des voies ferrées avait été déjà complètement produit, et l'exportation lointaine ne semblait pas offrir d'importantes perspectives au commerce des houilles allemandes; *le morcellement de la propriété minière* restait un grand obstacle au maintien d'accords stables et une cause permanente de baisse des prix ⁽¹⁾. Seule l'organisation de la vente

(1) Cette question du morcellement a fait l'objet (de 1885 à 1888) d'études approfondies, qui n'ont pas donné de résultats, du moins directement. En même temps, en effet, qu'il poussait ses adhérents à lutter d'un commun accord contre la surproduction, le Comité des houillères s'efforçait en 1883 de réaliser par des mesures communes, une *diminution du prix de revient* trop élevé de la plupart des charbonnages. Il acquit bientôt la conviction que la cause principale de cet état de choses était le morcellement des concessions, et que le remède devait être la *FORMATION DE GRANDES COMPAGNIES HOUILLÈRES PAR GROUPEMENT DES CONCESSIONS CONTIGUËS* (*). Une « commission technique » fut char-

(*) Voir la brochure de M. Gruner sur les syndicats miniers, pages 39 et suivantes.

en commun pouvait permettre de réagir. Plusieurs systèmes pouvaient du reste être recommandés : les mines pouvaient s'associer entre elles et créer un bureau central de vente, comme le faisaient déjà les producteurs de coke; elles pouvaient aussi s'intéresser à

gée de rédiger un rapport. Elle a réuni, en deux importantes brochures, publiées en 1886, une série de documents statistiques, établissant que les concessions à grande production (nord-est du bassin) sont aussi celles où la production par ouvrier est la plus élevée, où les ouvriers sont dans la meilleure situation au point de vue des salaires et de la sécurité; l'organisation en commun de l'épuisement et la suppression des investissements devaient aussi permettre de réaliser des économies importantes. La Commission demandait donc à l'État de modifier les articles 114 et 120 de la loi prussienne sur les mines afin de faciliter la fusion des sociétés, aussi bien dans l'intérêt des ouvriers que dans l'intérêt des exploitants (*). Comme conclusion de son travail, et afin de montrer ce que devraient être ces grandes compagnies, la Commission donnait trois *exemples de groupements possibles* :

COMPAGNIE DE :	BOCHUM.	DORTMUND.	APLERBECK.
Superficie hectares.....	6.200	23.000	2.900
Production 1885 T.....	3.360.000	5.784.000	519.000
Nombre d'ouvriers.....	12.500	23.500	2.350
Concessions en exploitation.	17	33	6
— non exploitées.	5	5	1
Nombre de puits.....	35	73	10

Les études de la Commission technique furent interrompues en 1888. Mais elles avaient indirectement agi. Les sociétés, au cours des années qui suivirent, procédèrent à de nombreuses consolidations (**). La compagnie de *Gelsenkirchen* fut la première (1.768.000 t. en 1889); elle fut suivie par *Harpen*, *Hibernia*, *Dannenbaum*, *Essener Verein*, *K. Wilhelm*, *Louise Tiefbau*, qui, de 1888 à 1891, s'arrondirent en achetant les parts ou actions de mines voisines et en fusionnant légalement avec elles peu de temps après. Quelques autres sociétés houillères (et quelques aciéries propriétaires de charbonnages) ont depuis lors grossi le nombre de ces consolidations. On en trouvera la liste dans notre circulaire 1343 (p. 16), où nous indiquons leur production de 1897. Il est important de le noter, le gouvernement entrave si peu le mouvement de fusion, que les trois grandes affaires, *Harpen*, *Gelsenkirchen* et *Hibernia* posséderont bientôt tout le nord-est du bassin. On retrouvera, dans nos circulaires annuelles sur ces sociétés (Cf. circulaires 1579, 1581 et 1618), des détails sur ces trois puissantes affaires; nous rappelons seulement ici quelques chiffres caractéristiques, afin de montrer que les groupements actuels ne sont pas loin de répondre aux desiderata de la Commission technique de 1886 :

	HARPEN. 1897-1898.	GELSENKIRCHEN. 1897.	HIBERNIA. 1897.
Prod. de houille T.....	4.239.000	4.071.000	2.296.000
— de coke T.....	840.000	570.000	380.000
Nombre d'ouvriers.....	16.340	13.340	7.124
Nombre de mines.....	17	12	5
Capital actions (environ) M.	41 millions	44 millions	22 1/2 millions
Obligations (environ) M.	12 —	12 —	7 —

(*) Cf. Circ. 119, les observations du député Schultz au Landtag prussien, séance du 1^{er} février 1888.

(**) Cf. Circ. 136 (assemblée de la Caisse des mines, 11 avril 1888) quelques observations à ce sujet.

une société formée avec l'appui de capitalistes, ou même fonder elles-mêmes une société qui traiterait ensuite avec chacune des compagnies. Chaque exploitant s'engagerait, pour une longue période, à livrer, à un prix déterminé, la totalité de sa production dont le tonnage serait du reste stipulé; sur les bénéfices, un tant pour cent serait attribué aux exploitants et le reste rémunérerait le capital engagé dans le syndicat à titre de fonds de roulement. M. Hammacher annonçait qu'il pouvait compter sur le concours de financiers prêts à fournir le capital de 25 à 30 millions de francs qui lui paraissait suffisant pour constituer la société commerciale de vente.

Une Commission fut chargée d'étudier ce projet ⁽¹⁾; elle a soumis son rapport au Conseil du Comité le 5 novembre 1887. Elle admettait la constitution d'une société commerciale au capital de 31.250.000 francs, fixait la durée des contrats à dix ans, estimait que la dite société devait acheter la production des mines, jusqu'à concurrence de 80 p. 0/0 de la production de l'année précédente à un prix minimum correspondant, pour chaque mine et chaque qualité de charbons, au prix réellement obtenu par la mine l'année précédente; la société devait d'ailleurs se charger de vendre le tonnage dépassant les 80 p. 0/0 dont il vient d'être question, mais en payant à la mine des prix inférieurs aux prix payés pour le tonnage réglementaire; la société devait s'engager à payer la seconde année un prix supérieur de 2 p. 0/0 au moins à celui de la première année, et la troisième année un prix supérieur de 4 p. 0/0 au moins; sur les bénéfices réalisés, 75 p. 0/0 reviendraient aux mines et 25 p. 0/0 aux actionnaires; la société pouvait être constituée si 90 p. 0/0 de la production faisaient partie de la combinaison.

L'Assemblée générale du Comité des houillères fut saisie de la question le 17 décembre 1887 ⁽²⁾. *Mais elle repoussa la proposition*, eu égard aux difficultés de toute nature qui, à cette époque, semblaient encore devoir s'opposer à la création d'un comptoir unique de vente. Les opposants avaient été particulièrement frappés par le fait que, comme les conventions de la période précédente, la création d'un comptoir aurait pour conséquence une limitation de la production : en stipulant en effet que le tonnage dépassant 80

(1) Cf. Circ. 85 du 4 nov. 1887.

(2) Cf. Circ. 111, rapport Natorp à cette séance du Comité.

p. 0/0 de la production de base pourrait être payé bien meilleur marché aux mines par le comptoir, on obligeait indirectement à restreindre la production. D'autre part, les mines ne parurent pas convaincues qu'un comptoir unique réussirait mieux à maintenir les prix que les compagnies elles-mêmes.

Le projet fut donc abandonné, et, la situation devenant meilleure, on n'en reparla plus pendant quelque temps ⁽¹⁾.

II. — CONVENTIONS SPÉCIALES A CERTAINES QUALITÉS DE COMBUSTIBLES OU A CERTAINS DISTRICTS.

Pendant que les comités d'études s'efforçaient de trouver une combinaison satisfaisante pour organiser la vente collective de toute la production westphalienne, des négociations se poursuivaient en vue de grouper les producteurs de certaines catégories de combustibles. Ces ententes constituées entre un nombre moindre de mines, ayant d'autre part des intérêts plus homogènes, devaient aboutir plus facilement et se constituer sur des bases beaucoup plus solides.

Telle semble avoir été l'*Association des exploitants de houilles à longue flamme*, fondée en 1875, mais sur laquelle nous n'avons pas de renseignements précis ⁽²⁾.

a) Syndicat des cokes : 1^{re} période de 1885-1890. Telle fut aussi l'*entente entre les mines de houilles à coke et fabriques de cokes*, constituée au moment où se concluait la convention de limitation de la production de 1885-1886. Le but de cette association fut de confier à un agent unique la vente de toute la production en charbon gras et coke, et de régler ainsi en commun la quantité et la répartition de la production : on se rapprochait donc du système des comptoirs.

Cette entente avait été conclue pour 5 ans, du 1^{er} juillet 1885 au 1^{er} juillet 1890. Voici les statuts qui la régissaient; on remarquera particulièrement les dispositions des articles 6, 7, 8 et 12.

(1) Cf. circ. 171, des détails sur la séance du Comité du 12 déc. 1888.

(2) Nos circ. 111 et 290 en font mention.

**Statuts de l'entente des fabricants de coke et producteurs
de charbons gras, de 1885 (1).**

Les sociétés des mines, compagnies par action et fabricants de coke, représentés par les soussignés s'engagent réciproquement par les présentes — sous la réserve de l'acceptation des adhésions de tous les autres producteurs de charbons gras et de tous les autres fabricants de coke du district de Dortmund et des districts voisins, qui désireraient s'unir à eux — et s'unissent pour régler entre eux les questions relatives à la production et à la vente des cokes et des charbons à coke pendant une période allant jusqu'au 1^{er} juillet 1890, suivant les conditions ci-dessous :

ARTICLE PREMIER.

En vue de défendre utilement leur production et d'obtenir un revenu suffisant, les exploitants de houille grasse du district de Dortmund et des districts voisins et les fabricants de coke s'unissent en un syndicat qui aura pour but de régler la vente de la production totale en houilles à coke et en coke, de fixer la quantité et la répartition de la production.

ART. 2.

Les organes de ce Syndicat sont :

- 1^o L'assemblée générale des intéressés;
- 2^o Le Conseil d'administration;
- 3^o Le chargé d'affaires.

ART. 3.

L'assemblée générale est convoquée tous les trois mois par le Conseil d'administration; elle aura, dans le courant du deuxième trimestre de l'année, à délibérer sur le choix du Conseil d'administration et sur le règlement des comptes; dans les trois autres réunions trimestrielles, elle recevra communication d'un rapport sur la situation des affaires et votera sur les propositions du Conseil.

La convocation de l'assemblée générale a lieu par lettre.

Le nombre de voix de chaque membre à l'assemblée générale est fixé d'après le tonnage de coke et des charbons gras livrés dans le trimestre précédent; il est accordé *une voix* par 1.000 tonnes de livraison (le tout transformé en charbon à coke, conformément à l'article 13). On compte une voix de plus pour chaque fraction de 1.000 tonnes en plus.

Pour les mines et cokeries désignées à l'article 10, le nombre de voix ne se calcule que d'après les quantités livrées à des tiers.

(1) Extrait de la brochure de M. Gruner sur les syndicats miniers, p. 75-78.

Chaque membre du syndicat est tenu de communiquer au chargé d'affaires, dans les huit jours de sa demande, le tonnage livré dans le trimestre écoulé, faute de quoi il perdra son droit de vote dans le trimestre suivant.

ART. 4.

Le Conseil d'administration se compose de douze membres choisis annuellement au scrutin secret.

Les membres sont rééligibles.

Si, pendant la durée de ses fonctions, l'un des membres vient à mourir, ou à donner sa démission, les membres restant ont le droit de le remplacer.

Dès que le nombre des membres élus, mais démissionnaires ou disparus atteint ou dépasse six, il doit y avoir une nouvelle élection à une assemblée générale convoquée dans le délai de quinze jours. Le Conseil d'administration choisit dans son sein un président et un vice-président.

Les membres du Conseil sont remboursés des frais résultant de leurs fonctions; mais ne reçoivent pas d'autre indemnité.

ART. 5.

Le Conseil gère l'ensemble des affaires du Syndicat et le représente vis-à-vis des associés et des étrangers.

Il a comme fonctions essentielles :

1° De nommer, contrôler, et remplacer au besoin le chargé d'affaires et les employés;

2° De fixer les prix de base des cokes et houilles, ainsi que les conditions des marchés;

3° De décider les régions pour lesquelles il pourra être stipulé des prix spéciaux en raison de la concurrence étrangère;

4° D'arrêter d'après les conditions d'offres et de demandes, les mesures obligatoires vis-à-vis de tous les membres, à prendre en vue de réduire la production et la vente des cokes et houilles à coke;

5° De fixer et de recueillir les cotisations;

6° De rédiger les règlements pour le personnel du Syndicat.

Pour qu'une décision du Conseil soit valable, il faut qu'elle réunisse au moins sept voix.

ART. 6.

Le chargé d'affaires dirige les affaires courantes conformément aux règlements, et gère la Caisse du Syndicat.

Les relations des membres du Syndicat avec leurs clients restent ce qu'elles étaient auparavant, sous la seule restriction qu'une affaire n'est exécutoire qu'après ratification par le chargé d'affaires du Syndicat. Tout membre du Syndicat peut demander les services du chargé d'affaires.

Pour les ventes au détail, pour la vente du petit coke et autres produits secondaires, le Conseil d'administration fixera les règles de conduite.

Le chargé d'affaires ne peut traiter ni en son propre nom, ni au nom du Syndicat.

ART. 7.

Les membres de cette association s'engagent, dès le jour de leur entrée, à donner connaissance au Conseil de toutes les affaires conclues; à répondre à toutes les questions relatives à leurs productions et à leurs livraisons, à communiquer à tout instant au chargé d'affaires leur correspondance et leurs livres de comptabilité, sous peine de 1.000 marcs d'amende à chaque refus.

La même peine sera encourue par celui qui trompera le chargé d'affaires.

ART. 8.

De toutes les affaires qui seront conclues après la formation du présent syndicat, et qui auront été traitées à un prix supérieur au minimum fixé, les $\frac{4}{5}$ de l'excédent seront acquis au vendeur et $\frac{1}{5}$ sera versé à la Caisse du Syndicat.

Les fabricants spéciaux de coke pourront déduire de cette majoration de prix, les frais réels de transports pour les houilles, sans cependant qu'ils puissent déduire plus de 1 marc par tonne.

Pour les cokes produits aux fours à boulangers, en raison des frais de fabrication plus élevés et de moindre rendement, le prix sera fixé à 15 p. 0/0 au-dessus du minimum; pour les gros cokes qui sont parfois vendus au commerce après avoir été concassés, en raison des frais supplémentaires de cassage et du déchet spécial, la majoration sera de 20 p. 0/0.

Si l'encaisse du Syndicat dépasse 500.000 marcs, la prochaine assemblée générale aura à statuer sur la perception ultérieure des cotisations.

ART. 9.

La réduction de la production sera fixée en tant pour cent de la production obtenue dans un des quatre derniers trimestres.

Le Conseil d'administration statue sur la quotité de fabrication qui serait allouée aux fabriques de coke qui se créeraient ultérieurement.

Si le Conseil décide qu'il y a lieu d'opérer une réduction de production, les membres du Syndicat doivent faire savoir dans les huit jours dans quelle proportion ils consentent à limiter volontairement leur production.

Si l'ensemble de ces réductions volontaires n'atteint pas le total fixé par le Syndicat comme réduction nécessaire, alors la différence sera à

répartir également entre tous les associés. Un délai de quinze jours est accordé pour réaliser la réduction.

Tous les membres qui se seront volontairement soumis à une réduction sur la demande du Conseil, recevront pendant toute la durée de cette réduction l'indemnité qui a été stipulée.

Si l'influence des membres du Syndicat ne pouvait faire accepter la réduction de la production qui pourrait être nécessaire en sus de celle arrêtée de la façon précédente, alors une indemnité prise sur la caisse commune (art. 8), sera assurée à chaque membre en raison de cette nouvelle réduction. La quotité de cette indemnité sera fixée par le Conseil; mais ne pourra, en aucun cas, être inférieure à 10 p. 0/0 du prix minimum de vente.

Si les fonds en caisse ne suffisent pas pour payer ces allocations, la somme manquante sera prélevée proportionnellement sur chacun des membres.

ART. 10.

Les mines de charbons gras et cokeries qui appartiennent à des usines ou laminoirs, ne participent pas à l'association pour la production en coke ou en charbon qui servent à leur propre consommation. Les stipulations qui précèdent ne sont relatives qu'aux quantités excédentes qui sont livrées à des étrangers.

ART. 11.

Les cokes exportés par mer, pour les quantités portées aux connaissances, et ceux qui passent le Saint-Gothard pour aller en Italie, sont en dehors de toute stipulation de réduction (art. 9).

ART. 12.

Les membres du Syndicat qui, à l'insu du chargé d'affaires (art. 6), et, contrairement au présent accord, concluent des traités, ou qui ne se soumettent pas aux décisions du Conseil, paieront 6 marcs par tonne de coke et 4 marcs par tonne de houille qu'ils auront vendue en sus de la quantité fixée, et sans l'assentiment du chargé d'affaires.

ART. 13.

Les frais du Syndicat seront répartis entre les membres proportionnellement à la production, avec transformation de houille en coke par multiplication par le coefficient $\frac{66-66}{100}$.

ART. 14.

Toutes les décisions relatives à des contestations seront prises par un arbitrage de trois personnes. Deux seront nommées conformément aux

stipulations des §§ 854 et 855 du Code de procédure civile; le troisième arbitre sera nommé par le Président de l'Association pour la défense des intérêts miniers.

ART. 15.

Cette Association ne pourra pas se dissoudre avant le 1^{er} juillet 1887. La proposition devra être introduite par au moins 25 p. 0/0 des intéressés, et la dissolution ne pourra être prononcée par une assemblée générale, convoquée à cet effet, que si 75 p. 0/0 des intéressés sont représentés et si la majorité des 2/3 se prononce pour la dissolution.

Si la dissolution devait avoir lieu ou si la prolongation au delà du 1^{er} juillet 1890 ne devait pas être décidée, alors une assemblée générale convoquée à cet effet statuerait sur l'emploi du solde en caisse et sur la liquidation.

ART. 16.

Les propositions pour les modifications dans l'un quelconque des articles, à l'exception de l'article 15, peuvent être introduites par le Conseil ou par 25 p. 0/0 des membres.

La délibération a lieu à une assemblée générale convoquée dans les quatre semaines de la demande conformément à l'article 15.

ART. 17.

La disparition involontaire d'un membre, par suite de faillite ou de décès, n'a pas d'influence sur la durée de l'Association.

ART. 18.

Cette Association ne deviendra définitive que si 85 p. 0/0 de la production totale en charbons ou coke dans le premier trimestre 1885 y adhère, déduction faite du tonnage produit et immédiatement employé par les usines propriétaires de mines. C'est la commission nommée le 18 avril 1885 qui aura à décider au sujet de la réalisation de cette condition.

Cette entente, à laquelle les mines donnaient déjà le nom plus bref de Syndicat, ne devait entrer en fonctions que si elle groupait au moins 85 p. 0/0 de la production; quoiqu'il ne fût possible de grouper que 70 p. 0/0, l'entente fonctionna, mais l'existence de 30 p. 0/0 de producteurs étrangers ou même hostiles rendit la lutte beaucoup plus difficile. Pour arriver à maintenir les prix, malgré l'aggravation de la crise métallurgique, les membres de l'entente n'hésitèrent pas à s'imposer une réduction de production

qui finit par atteindre 30 p. 0/0. Mais au même moment les producteurs non syndiqués profitaient de la tenue des prix pour pousser leur production avec la plus grande activité; d'autre part, les réductions de tarifs consenties aux producteurs français par nos chemins de fer enlevaient aux cokes westphaliens une partie de leur rayon de vente. L'entente parvint néanmoins à maintenir les prix des houilles grasses et des cokes jusqu'à la fin de septembre 1886. Mais l'importance de plus en plus grande que prenait la production non syndiquée, par suite de la diminution de 30 p. 0/0 qu'elle s'étaient imposée les mines syndiquées, produisit une inquiétude telle parmi les membres de l'association que *le 1^{er} octobre 1886 l'entente se rompit* après 15 mois d'existence.

L'effet de cette rupture fut immédiat; tous les producteurs se précipitèrent en même temps chez les consommateurs; et les prix tombèrent dans des proportions inquiétantes, 40 p. 0/0.

Le Conseil d'administration de l'association resta cependant en fonctions et s'efforça d'aviser dans l'intérêt commun, suivant les circonstances. La reprise très vive qui se produisit en 1887 dans l'industrie métallurgique donna à penser aux membres du Conseil que le moment était venu de réorganiser le Syndicat. Il adressa donc, le 15 octobre 1887 à tous les producteurs un projet de statuts et de règlement d'application. Il avait cette fois estimé qu'il convenait de donner à l'entente la forme plus cohérente d'une société par actions. Cette société, il convient de le remarquer, se serait distinguée de la société de vente des houilles dont le Comité des houillères étudiait alors la constitution, en ce que les actions de la société des cokes devaient rester entre les mains des exploitants et non pas faire l'objet d'opérations de bourse. Ce projet rencontra une adhésion presque unanime, près de 90 p. 0/0 de la production étaient acquis au projet. Malheureusement quelques fabriques très importantes s'abstinrent, et les négociations furent rompues.

Projets de statuts et de règlement d'une Union de cokes, 1887 (1).**1° Projets de statuts.***Raison sociale et but de la Société.***ARTICLE PREMIER.**

Les sociétés minières, sociétés par actions et fabriques de coke, sous-signées, s'unissent pour former une société en commandite, sous la raison sociale : l'*Union Westphalienne des cokes*, société dont le siège sera à Bochum.

Cette société a pour but unique la vente des cokes et charbons à coke produits dans le district de Dortmund, dans les conditions spécifiées aux présents statuts et conformément au règlement ci-annexé.

*Membres de la Société. — Capital social.***ART. 2.**

Le gérant responsable de la Société sera M. X...

Les autres Sociétés ou personnes soussignées participent à titre de commanditaires.

Le capital est fixé à 1 million $\frac{1}{4}$ de marcs.

Ce capital est fourni comme suit, par :

1° La Société X qui apporte X marcs.

2° Etc.

ART. 3.

Chaque Société doit verser comptant 20 p. 0/0 du capital souscrit par elle. Le surplus sera représenté par des effets signés, ou par des lettres de change acceptées par des maisons de banque (voir art. 8, e).

ART. 4.

Le Conseil d'administration (art. 8) peut autoriser l'augmentation du capital social jusqu'à 2 millions $\frac{1}{2}$ de marcs :

a) En raison de l'accession de nouveaux commanditaires après accord spécial;

b) En raison de l'augmentation d'importance prise par certaines des exploitations.

L'augmentation des mises, dans ce dernier cas sera basée sur le principe que chacun des intéressés doit participer proportionnellement à l'importance de sa production. Dans cette évaluation, la transformation du coke en houille sera opérée par la multiplication par le coefficient $\frac{3}{2}$.

(1) Reproduction de la circulaire 83 du Comité des houillères.

Nul ne pourra diminuer sa participation ; par contre une augmentation, conformément au paragraphe *b* pourra être obligatoire, même si l'intéressé s'y refuse.

ART. 5.

Le gérant de la Société représente la Société vis-à-vis des tiers, conformément à la loi ; il est, vis-à-vis de la Société elle-même, soumis au contrôle et aux directions du Conseil d'administration, ainsi qu'aux décisions de l'Assemblée générale (art. 10). Ses honoraires et intérêts sont réglés par une décision spéciale.

Représentation des commanditaires.

ART. 6.

Les commanditaires sont représentés par :

- a) Le Conseil d'administration ;
- b) L'Assemblée générale.

Conseil d'administration.

ART. 7.

Le Conseil d'administration est composé de douze membres nommés annuellement par l'Assemblée générale. Si un des membres se retire dans le courant de l'année, ses collègues ont le droit d'élire un successeur.

Dans le Conseil d'administration il ne pourra être nommé que les membres de Sociétés commanditaires, leurs représentants ou agents supérieurs (directeurs). Le Conseil choisit, dans son sein, un président et un vice-président.

ART. 8.

Le Conseil d'administration a la gestion et la surveillance sur l'ensemble des affaires de la Société. Il a spécialement pouvoir pour :

- a) Contrôler le gérant de la Société. Ce dernier est tenu de se conformer à toutes les décisions et mesures arrêtées par le Conseil d'administration.

Ce Conseil rédige des instructions spéciales pour régler la gestion et le contrôle des affaires sociales ;

- b) Nommer et destituer tous les employés qui participent avec le gérant à la direction des affaires sociales, et en général tout le personnel ;

- c) Résilier le contrat d'association avec le gérant en suivant les prescriptions du traité passé au début. Pour qu'une pareille décision soit valable, il faut qu'elle réunisse une majorité de neuf voix ;

- d) Admettre de nouveaux commanditaires, et fixer le chiffre de leur

participation; ou bien encore, fixer la majoration à apporter à la participation, et décider le moment à partir duquel cette majoration doit être opérée;

e) Contrôler la valeur des effets remis à titre de souscription; veiller au moment où ces effets doivent être renouvelés ou modifiés.

En cas de refus, le Conseil d'administration aura le droit de saisir tout ou partie du bénéfice annuel revenant à tel ou tel des participants;

f) Réaliser tout ou partie des 80 p. 0/0 du capital restant, au cas où il serait nécessaire d'augmenter le fonds de roulement.

ART. 9.

Le Conseil d'administration se réunira aussi souvent que nécessité sera. Il peut délibérer si sept membres sont présents.

Il fixe lui-même son ordre du jour.

Les expéditions des décisions du Conseil d'administration sont valables si elles sont signées par le président ou par le vice-président, — ou, en leur absence, par deux membres.

Le Conseil reçoit à titre d'indemnité, pour sa gestion, une allocation annuelle montant à 2 p. 0/0 du bénéfice net effectif, qui résulte de l'application des prix de base stipulés. Cette indemnité doit atteindre au minimum, annuellement, la somme de 6.000 mares.

Chaque membre est, en sus, indemnisé pour ses déboursés personnels.

De l'Assemblée générale.

ART. 10.

Chaque année, avant le 1^{er} juillet, a lieu l'Assemblée générale ordinaire.

La convocation pour cette Assemblée doit être adressée au moins quinze jours à l'avance à chaque associé avec envoi de l'ordre du jour, par les soins du gérant ou du Conseil d'administration.

ART. 11.

Des Assemblées générales extraordinaires peuvent être convoquées si le Conseil d'administration ou le gérant le jugent nécessaire; ou encore si les possesseurs d'au moins un quart au capital versé le demandent au Conseil.

Toutes les convocations sont faites par lettres recommandées.

ART. 12.

L'Assemblée générale peut statuer dès que la moitié du capital social est représentée.

Dans le cas où une Assemblée générale n'est pas en mesure de sta-

tuer par suite du manque d'actions représentées, et où une seconde Assemblée générale est convoquée dans le délai d'un mois avec le même ordre du jour, cette seconde Assemblée peut statuer quel que soit le nombre des membres présents; mais il faut pour cela que cette conséquence de l'abstention des intéressés soit notifiée dans l'avis de convocation.

ART. 13.

Les associés peuvent se faire représenter, soit par un autre associé, soit par un de leurs employés supérieurs.

Pour le vote, il est donné une voix par chaque mille marcs de versement au comptant effectué.

ART. 14.

Le président ou le vice-président du Conseil d'administration préside l'Assemblée générale; en son absence, le président est désigné par l'Assemblée générale elle-même.

Toutes les décisions de l'Assemblée générale, à moins de stipulation contraire, sont prises à la majorité absolue. La voix du président est prépondérante en cas d'égalité.

L'Assemblée générale ordinaire nomme le Conseil d'administration, ainsi que les censeurs aux comptes, qui sont chargés de vérifier toute la comptabilité et de faire un rapport sur son fonctionnement.

L'Assemblée générale donne échange par son vote aux différents organes de la direction pour la gestion de l'année écoulée.

ART. 15.

L'Assemblée générale peut décider des modifications des statuts; au cas où il s'agirait de la dissolution, de la fusion ou de la liquidation définitive de la Société, ou de l'extension de ses attributions, il sera nécessaire de réunir une majorité atteignant les deux tiers du capital social.

Situation légale de chaque commanditaire. — Bilan.

Partage des gains ou des pertes.

ART. 16.

Les commanditaires exercent leurs droits comme associés par l'intermédiaire du Conseil d'administration et de l'Assemblée générale. Une inspection directe des livres de la Société ne peut être accordée que par décision spéciale du Conseil d'administration.

ART. 17.

Chaque commanditaire est — comme membre de la Société — tenu de vendre la totalité de sa production en coke et houille pour coke, par

l'intermédiaire exclusif de la Société, pour le compte commun, conformément au règlement ci-joint qui doit être considéré comme partie essentielle du présent traité.

Aucun commanditaire n'est autorisé — en violation de la présente stipulation, — de vendre par lui-même ou par l'intermédiaire d'un tiers, une part quelconque de sa production, sous peine d'une amende de dix marcs par chaque tonne de la quantité ainsi vendue contrairement aux statuts.

Cette amende est payable comptant dans les quinze jours, sur l'ordre du Conseil d'administration; elle peut éventuellement être prélevée sur les bénéfices de l'année.

ART. 18.

Le gérant doit envoyer à chaque associé commanditaire — dans les trois mois après la fin de l'exercice — un bilan avec relevé des comptes de l'année.

ART. 19.

Le bilan doit être établi conformément aux stipulations légales. Les sommes versées comptant par les commanditaires doivent rapporter 6 p. 0/0 d'intérêt par an; et cet intérêt est payable sur ordre de l'Assemblée générale. Le paiement de cet intérêt sera suspendu tant qu'il n'y aura pas de bénéfices réalisés.

Les bénéfices et éventuellement les pertes seront répartis annuellement entre les commanditaires proportionnellement aux livraisons effectuées dans les douze mois écoulés.

Sur les bénéfices est prélevé avant tout l'allocation stipulée en faveur du Conseil d'administration (art. 9).

Conseil d'arbitres.

ART. 20.

Toutes les difficultés résultant du présent traité, et dont le montant dépassera 300 marcs (375 francs) dans un mois, pour une seule affaire, seront soumises à un tribunal arbitral de trois membres, qui procédera en dehors des formes juridiques ordinaires.

Le président de ce tribunal arbitral — et son suppléant — seront nommés pour un an par l'Assemblée générale, au scrutin secret. Les deux assesseurs et leurs suppléants seront tirés au sort par le président, en Assemblée générale, sur une liste formée de tous les commanditaires ou de leurs fondés de pouvoirs ou directeurs. La désignation est faite pour six mois. La liste des éligibles sera dressée annuellement par le Conseil d'administration et adoptée par l'Assemblée générale.

Les membres du Conseil d'administration ne sont pas éligibles au Conseil arbitral.

Pour ce qui touche les frais et dépenses de la procédure arbitrale, les stipulations légales ordinaires seront appliquées.

Pour les différends de moindre importance, le Conseil statuera directement.

Durée de la Société, sa dissolution et sa liquidation.

ART. 21.

La durée de la Société est fixée à cinq ans, — soit jusque fin 1892; et la prolongation de cinq en cinq ans sera de droit à moins que dans les six mois avant la fin de la dernière année, une assemblée générale, convoquée spécialement à cet effet, n'ait décidé à la majorité des trois quarts des votants qu'il y avait lieu à dissolution.

ART. 22.

Si, pendant la durée de la Société, la mort, la faillite ou la destitution du gérant amenait la liquidation de la présente Société, le Conseil serait tenu, dans le délai de deux mois, de reconstituer ou de reprendre la suite de la Société en nommant un nouveau gérant responsable.

Tous les commanditaires s'engagent donc formellement, dès maintenant, à continuer sans aucun changement leurs relations d'affaires avec ce nouveau gérant pour toute la fin de la période, de façon à ce que le changement de gérance ne puisse pas influencer sur la marche de la Société.

Pendant l'interrègne, le Conseil d'administration jouit de tous les pouvoirs aussi bien vis-à-vis des intéressés que vis-à-vis du public, et il peut désigner momentanément un de ses membres pour diriger les affaires courantes.

ART. 23.

La liquidation de la Société (art. 15) sera effectuée par une commission de trois membres choisis par le Conseil dans son sein.

Clauses finales.

ART. 24.

Pour tout ce en quoi les présents statuts n'auront pas disposé d'une façon spéciale, les principes généraux du Code de commerce allemand seront appliqués.

2^o Projet de règlement relatif aux conditions d'exécution de la convention.

ARTICLE PREMIER.

Les prescriptions et mesures générales ou particulières ci-dessous sont applicables à tous les commanditaires de la Société l' « Union Westphalienne des fabricants de coke » pendant toute la durée de l'existence de la Société.

ART. 2.

Chaque commanditaire confie, à partir du 1^{er} janvier 1888, à la Société en commandite, la vente de sa production complète en coke et en charbons propres à la fabrication du coke.

Les traités de vente et engagements anciens qui seront encore en cours le 1^{er} janvier 1888 continueront sans modification.

ART. 3.

L'achat de la production par la Société sera effectué à des prix fixés par avance pour la durée totale des cinq années.

A partir du 1^{er} janvier 1888, les prix suivants seront donc établis comme prix fermes pour les achats :

	PRIX	
	par 1.000 kilogrammes à la mine ou à la fabrique de coke.	
	Mares.	Francs.
Houille à coke non lavée	4 »	5 »
— — lavée.	4,40	5,50
Coke pour hauts-fourneaux ou usines. . . .	7,50	9,37
Coke pour fonderies ou fabriques	8,50	10,62
Coke pour fonderies produit au four à bou- langer.	9 »	11,25
Coke cassé à la machine.	9 »	11,25
Petit coke criblé au-dessus de 20 millimètres.	6 »	7,50
Grésillon (de 10 à 20 millimètres)	3 »	3,75

Pour l'évaluation des prix de chaque sorte de produit il sera convenu qu'aucun producteur ne doit pouvoir livrer, sous une dénomination, des qualités inférieures à celles livrées par lui sous ce nom en 1887.

Pour ce qui est de la qualité, il est spécifié que la houille non lavée devra avoir passé par un crible à mailles espacées de moins de 6 millimètres et devra contenir au minimum 9 p. 0/0 de cendres ; que la houille lavée devra contenir au maximum 6 p. 0/0 de cendres, et 10 p. 0/0 d'eau. Les cokes pourront contenir au plus 12 p. 0/0 de cendres et eau réunies. Quant aux autres conditions de livraison elles sont spécifiées à l'article 8.

ART. 4.

La Société en commandite règle chaque mois, avant le 20, aux prix ci-dessus stipulés, tout le charbon et cokes livrés dans le mois précédent et qui auront été portés sur la facture mensuelle.

Chaque commanditaire est responsable du bon établissement de sa facture. Cette facture divisée, conformément à la présente spécification, doit être remise dès le 2 de chaque mois à la Société.

Au cas, où par suite de la situation du marché, il faut compter momentanément sur un prix de vente moins élevé, le Conseil d'administration peut, sur la proposition du gérant, décider que, pour un certain nombre de mois, il sera appliqué une réduction de tant pour cent sur les factures de chaque commanditaire; le règlement du solde est reporté à la fin de l'exercice.

ART. 5.

Chaque commanditaire doit, dès qu'il a adhéré aux statuts de l'Union des fabricants de coke, remettre au gérant un état de sa clientèle, avec le tableau des qualités et des sortes de charbons livrés dans le deuxième semestre 1887 avec les prix à l'appui.

La Société des fabricants de coke est tenue, dans chaque période trimestrielle, sous la réserve des mesures qui pourront être prises en vertu de l'article 6, de prendre livraison de la totalité de la production qui sera mise à sa disposition par chaque commanditaire. La fixation de cette production probable doit être portée à la connaissance du gérant, par chaque commanditaire, au moins quatre semaines avant le commencement du trimestre; sans quoi les quantités du trimestre précédent seront maintenues.

En cas de doute au sujet de la concordance réelle de la production probable annoncée et de la puissance effective de production de chaque commanditaire, le Conseil d'administration a le droit de fixer la production qui sera attribuée à chacun des commanditaires.

Sauf les cas de causes graves de suspension de production (art. 8 du règlement), chaque commanditaire est tenu de livrer la quantité à laquelle il s'est engagé vis-à-vis de la Société; celui qui ne livrera pas la totalité à laquelle il s'est engagé subira une amende montant à 2 marcs (2 fr. 50) par tonne de coke qui n'aura pas été fournie.

ART. 6.

Suivant l'état du marché, — spécialement du marché des fontes, — le Conseil d'administration devra, sur la proposition du gérant, limiter la production totale du coke pour le mois à venir, dans la mesure où cela semblera nécessaire, en se basant sur la statistique officielle men-

suelle de la production de la fonte dans l'Empire; cette limitation ne sera décidée, d'ailleurs, qu'autant que l'excédent de production ne pourra être avantageusement exporté.

Le Conseil d'administration décide quand et pendant combien de temps sera applicable cette réduction de production qui sera obligatoire pour chaque commanditaire.

ART. 7.

Pour l'offre des charbons à coke par les commanditaires, et la prise en charge par la Société, ce sont les chiffres de livraison du trimestre écoulé qui serviront de base.

Une réduction de tonnage peut, sur la proposition du gérant, être décidée par le Conseil d'administration en raison de la situation du marché. Cette réduction est obligatoire pour chacun des commanditaires; elle doit être portée à la connaissance de chacun des intéressés au moins quatre semaines avant le commencement de chacun des trimestres.

ART. 8.

La Société doit prévenir à l'avance, chaque mois, ou même à plus court délai, de quelle façon et dans quelle direction doivent être expédiés les produits.

Chaque producteur reste garant pour la qualité qu'il livre, ainsi que pour le poids, et supporte seul les réductions que le consommateur aura obligé la Société de subir.

Pour les livraisons, il est prescrit que les expéditions devront être effectuées avec tout le soin possible; — que, jour par jour, il en sera donné avis à la Société; — et que toute suspension de travail sera immédiatement signalée à la Société avec indication exacte du moment où elle a eu lieu et de sa durée probable.

Les causes graves de suspension de production (prévues à l'art. 5) sont seulement les accidents imprévus et auxquels il ne peut être remédié à bref délai, tels que ruptures de machines, incendies, éboulements de fours à coke.

Le Conseil est autorisé à faire contrôler par des employés spéciaux, et d'une façon permanente la production, les chargements, les lavages et fabrication du coke.

ART. 9.

Pour permettre à la Société de jouir d'une certaine latitude en face des variations journalières et accidentelles du marché, elle est autorisée à demander à chaque commanditaire de forcer ou de réduire de 3 p. 0/0 sa production dans le courant du mois.

ART. 10.

Les puits producteurs de houille à coke qui appartiennent à des usines n'entrent comme commanditaires dans la Société que pour la fraction de la production qui sera livrée à des tiers.

15 octobre 1887.

L'année suivante, les pourparlers furent repris, et en octobre 1888, put être constituée une association qui reprit les statuts de la première entente, en les modifiant sur certains points. On partit de l'idée qu'il ne fallait pas chercher à régler la production en imposant des réductions, mais plutôt s'efforcer de développer la vente et de créer, au moyen d'agents communs, de nouveaux débouchés. Dans ces conditions, 97 p. 0/0 de la production purent être groupés par les organisateurs.

L'association devait fonctionner au moins jusqu'au 1^{er} janvier 1891.

Statuts de l'association des fabriques de coke et producteurs
de charbons gras ou syndicat des cokes de 1888.

ARTICLE PREMIER.

Les producteurs de charbon gras et fabricants de coke du bassin rhénan-westphalien s'unissent pour former une association commerciale, en vue de vendre dans des conditions satisfaisantes leur production en houille et coke et d'assurer à leur industrie le revenu sans lequel elle ne peut subsister. Cette association a son siège à Bochum et se charge, par l'intermédiaire des organes désignés ci-après, de la préparation et de l'exécution des affaires communes.

L'Association des fabriques de coke et mines de charbon *gras* a la raison sociale *Syndicat des cokes de Bochum*.

ART. 2.

Les organes de ce Syndicat sont : a) l'Assemblée générale; b) le Conseil d'administration.

ART. 3.

L'Assemblée générale est convoquée par le Conseil d'administration tous les trois mois, à savoir dans le courant du deuxième trimestre, pour élire le Conseil d'administration et donner quittance des comptes, dans les autres trimestres pour entendre les rapports sur la situation des affaires et voter sur les propositions du Conseil.

G.-F.

3

La convocation de l'Assemblée a lieu par lettre recommandée.

Le nombre de voix de chaque membre à l'Assemblée est fixé d'après le tonnage (établi à l'avance par le chargé d'affaires) des charbons gras et cokes livrés dans le trimestre précédent ; il est accordé une voix par 1.000 tonnes livrées (le tout transformé en charbon à coke conformément à l'art. 9). On compte une voix de plus pour chaque fraction de 1.000 tonnes en plus. Pour les mines et fabriques de cokes désignées à l'article 8, le nombre de voix ne se calcule que d'après les quantités livrées à des tiers.

Chaque membre de l'association est tenu de communiquer au chargé d'affaires, dans les 8 jours de sa demande, le tonnage livré dans le trimestre écoulé, faute de quoi il perdra son droit de vote dans le trimestre suivant.

ART. 4.

Le Conseil d'administration se compose de 18 membres, choisis annuellement au scrutin secret. Ils sont rééligibles.

Si, pendant la durée de ses fonctions, l'un des membres vient à mourir, ou à donner sa démission, les membres restants ont le droit de lui nommer un remplaçant dès que le nombre des membres élus, mais disparus, atteint ou dépasse 8, une Assemblée générale convoquée dans le délai de quinze jours doit procéder à une nouvelle élection.

Le Conseil d'administration choisit dans son sein un président et un vice-président.

Les membres du Conseil sont remboursés des frais de leurs fonctions, mais ne reçoivent pas d'autre indemnité.

ART. 5.

Le Conseil d'administration gère l'ensemble des affaires du syndicat, et le représente vis-à-vis des associés et des étrangers. Il a comme fonctions essentielles :

1° De nommer, contrôler et remplacer au besoin le chargé d'affaires et les employés ;

2° De développer les ventes de coke à l'étranger, en vue de conserver les débouchés existants, de nouer de nouvelles relations, et d'une manière générale de lutter d'une manière efficace contre la concurrence étrangère par des réductions de prix couvertes par la Caisse de l'association. En outre, le Conseil est chargé de prendre et d'appliquer les mesures de nature à développer la vente du coke ; particulièrement en établissant, en Allemagne et à l'étranger, des agences qui servent d'intermédiaire gratuit aux membres de l'association ;

3° De fixer et de recueillir les cotisations ;

4° De rédiger les règlements intérieurs par les organes du syndicat.

Pour qu'une décision soit valable, il faut qu'elle réunisse au moins 10 voix.

Le chargé d'affaires règle les affaires courantes conformément aux règlements intérieurs et gère la caisse du syndicat. Il ne peut faire des affaires en son propre nom ni au compte du syndicat.

ART. 6.

Le Conseil d'administration a le droit d'engager les adhérents par des ventes à l'étranger. Les adhérents sont à cet égard obligés de procéder aux livraisons qui lui sont ordonnées par le syndicat. Ils ne sont dégagés de cette obligation que si le Conseil admet les motifs invoqués par eux pour repousser l'ordre de livraison qui leur a été transmis. Les adhérents facturent ces livraisons au nom du syndicat, mais tous les droits et obligations résultant des dites affaires leur sont transférés comme s'ils intervenaient en tant que vendeurs au lieu et place du syndicat lui-même.

Pour ces affaires, le du croire est à la charge de l'association.

ART. 7.

Les membres de l'Association s'engagent à donner connaissance au Conseil de toutes les affaires qu'ils ont conclues, à répondre à toutes les questions du Conseil relatives à leur production et à leurs livraisons, à communiquer à tout instant au chargé d'affaires leur correspondance et leurs livres de comptabilité, sous peine de 1.000 marcs d'amende à chaque refus.

En application de cette règle, les membres s'engagent notamment à déclarer :

1° Toute vente de 50 tonnes et au-dessus (tonnage, prix et délais de livraison) dans les trois jours après la conclusion de l'affaire ;

2° Le tonnage de houille à coke et coke expédié chaque mois, dans les formes prescrites par le Conseil et dans les dix premiers jours du mois suivant.

Le tout sous peine d'une amende de 20 pfennigs par tonne.

Le Conseil d'administration, muni de ces statistiques, est tenu de communiquer chaque mois aux membres un tableau récapitulatif indiquant la vente de leurs produits, les prix maxima et moyens obtenus, le nombre des contrats, etc.

ART. 8.

Les mines de charbon gras et fabriques de coke qui appartiennent à des usines métallurgiques ou à des mines qui se sont engagées par contrat à livrer leurs charbons à coke à des fabriques privées voisines pendant toute la durée du syndicat, ne participent aux affaires de l'association que pour le tonnage des houilles et des cokes vendus à des tiers.

ART. 9.

Tous les frais du syndicat seront répartis entre les membres au prorata de la vente pendant le trimestre écoulé, avec transformation de houille en coke par multiplication par le coefficient $\frac{66,66}{100}$.

ART. 10.

Toutes les décisions relatives à des contestations résultant du présent contrat et spécialement aussi les décisions fixant les sommes à payer en vertu de ce contrat, seront prises, le recours aux tribunaux ordinaires étant exclu, par un comité arbitral de trois personnes. Deux seront nommées conformément aux §§ 854 et 855 du Code de procédure civile; le troisième arbitre sera nommé par le président du comité des houillères de Westphalie.

ART. 11.

L'Association ne pourra pas se dissoudre avant le 1^{er} janvier 1891. Si la dissolution devait avoir lieu, ou si la prolongation au delà du 1^{er} janvier 1891 ne pouvait être décidée, une assemblée générale convoquée à cet effet statuerait sur l'emploi du solde en caisse et sur la liquidation.

ART. 12.

Des propositions pour les modifications dans l'un quelconque des articles, à l'exception de l'article 11, peuvent en tout temps être introduites par le Conseil d'administration ou par 25 p. 0/0 des voix représentées dans l'association.

La délibération a lieu à une assemblée générale convoquée dans les quatre semaines de la demande, étant entendu que 75 p. 0/0 de la production devront être représentés à l'assemblée et que les propositions, pour être admises, devront rallier les 2/3 des membres présents.

ART. 13.

La disparition involontaire d'un membre, par suite de faillite, etc., n'a pas d'influence sur la durée de l'Association.

Cette association prospéra ⁽¹⁾ jusqu'en 1890, date à laquelle nous la verrons se transformer en véritable syndicat de vente. Mais on voit déjà que, sous ses formes diverses et à travers certaines péripéties elle a pendant six ans donné l'exemple aux producteurs de toutes les catégories de combustibles.

(1) Cf. circulaire 316, le rapport sur l'exercice 1889.

b) Syndicat pour la vente des charbons pour briqueteries et fours à chaux. Constitué en 1887, par acte notarié, ce syndicat prévoyait dans ses statuts des pénalités sévères contre toute contravention; et comme sanction, des traites considérables signées par chacun des associés étaient déposées à une banque. Ce syndicat groupait les producteurs de la région d'Essen. Il fut prolongé en 1892 pour cinq nouvelles années, jusqu'en 1897. Il a disparu vers 1895 par suite de la constitution du bureau central de ventes.

c) Syndicat pour la vente des charbons fins et menus criblés. Ce syndicat s'est constitué en 1890 entre les mêmes producteurs de la région d'Essen que le premier et a fonctionné aussi longtemps et avec autant de succès que lui.

d) Projets de bureaux de vente régionaux 1890 (1). C'est en effet en 1890 seulement que nous voyons aboutir, il est vrai par région, les négociations si longtemps poursuivies. La situation commerciale avait été si brillante en 1889 que les pourparlers avaient été abandonnés. Mais les prix baissèrent au printemps de 1890, et l'on vit surgir de nouveau l'idée d'organiser des syndicats; il ne fut plus question du reste d'une organisation unique et grandiose, ni de conventions lâches, mais d'organisations locales et fortes, destinées à concentrer toute la vente entre une seule main, grâce à des statuts suffisamment rigides.

La première pensée des organisateurs avait été de créer un bureau central de contrôle des ventes qui aurait été en relations continues avec une série de bureaux de vente locaux. La création d'un bureau unique de vente paraissait trop difficile, mais les 20 ou 25 bureaux locaux, chargés de placer chacun 1 à 3 millions de tonnes, n'auraient agi que sous le contrôle d'un bureau central régulateur des cours.

L'idée n'aboutit pas sous cette forme. Le bureau central du contrôle ne fut pas constitué. Mais quelques groupes de mines parurent disposés à créer des bureaux locaux, jouant par rapport à

(1) Circulaires se rapportant à cette période et à ces tentatives : 214 du 2 décembre 1889, 270 du 15 juin 1890, 276 bis du 30 juin, 277, 282, 288, 294, 306, 316 (rapport sur l'année 1889), 350 du 6 décembre 1890, 359 (résumé du mouvement), 378, 398, 422 (15 avril 1891). Voir aussi 543 du 17 décembre 1891 (résumé du mouvement).

leur district le rôle qu'aurait joué et que devait jouer plus tard un Syndical central par rapport à l'ensemble des mines.

Les idées fondamentales qui devaient servir de règles à la gestion de ces bureaux de vente peuvent se résumer comme suit ⁽¹⁾ :

1° Suppression de toute concurrence entre les mines coassociées, grâce à la formation d'un bureau central de vente qui reçoit toutes les commandes et les partage entre les diverses mines, proportionnellement à des coefficients attribués à chacune ;

2° Fixation en commun de prix autant que possible uniformes pour chaque sorte de produits ;

3° Facture de toutes les livraisons par les coassociés au bureau central de vente, et par ce bureau à la clientèle ; paiement de toutes les factures par la clientèle au bureau central de vente, et ensuite par ce bureau aux coassociés ;

4° Attribution du ducroire à l'Association ;

5° Économie des frais inutiles de transport, et, dans ce but, utilisation aussi générale que possible de la situation géographique de chaque mine, pour répondre aux différentes commandes, et pour obtenir par là le prix net le plus élevé possible ;

6° Secours réciproques donnés les unes aux autres par les différentes mines coassociées, en cas de circonstances spéciales restreignant la production ;

7° Amélioration de la situation des mines coassociées, dans leur lutte contre les mines dissidentes ;

8° Facilités spéciales offertes à l'entente des mines coassociées avec les mines dissidentes ou avec les autres associations voisines ;

9° Répartition, sur l'Association entière, de tous les frais résultant de la vente des produits ;

10° Extension des ventes pour l'exportation en proportion des besoins de l'extraction, avec répartition générale sur tous les coassociés des pertes qui pourraient résulter de cette partie des ventes.

11° Suppression certaine des augmentations de production considérées et nuisibles.

Les principes qui ressortent le plus nettement de toutes les discussions préliminaires ⁽²⁾ et qui s'affirment dans les statuts, se résument ainsi :

(1) Reproduit de la circulaire 282 (18 juillet 1890).

(2) Cf. circulaire 306 sur la généralisation de l'idée.

1° L'association doit lier d'une façon absolue tous les membres, de façon qu'aucune atteinte ne puisse être portée aux stipulations des traités;

2° Le pouvoir repose, en toutes questions, entre les mains de l'Assemblée générale des exploitants, qui possèdent chacun un nombre de voix proportionnel à la production brute. Ces assemblées générales se tiendront assez fréquemment pour qu'il puisse se créer, entre les associés, des relations d'intérêt et de confiance mutuels;

3° La vente des charbons sera au contraire tout entière entre les mains d'une seule personne;

4° Le développement de ceux des puits qui n'ont pas atteint leur exploitation normale prévue ne sera pas limité; mais il sera réservé le droit d'appliquer, en cas de besoin, une réduction proportionnelle sur l'ensemble de toute la production et pour un temps défini;

5° Entre les producteurs et les consommateurs sera interposée une personne civile, juridiquement constituée, sous forme de société par actions, qui gèrera les intérêts de l'association conformément aux stipulations de la loi.

On remarquera, à propos du § 4, que les associations entendaient ne pas gêner le développement de l'exploitation; l'accroissement des besoins avait été tel dans le passé qu'il ne fallait pas songer à arrêter l'essor des travaux préparatoires; on estimait au contraire qu'ils étaient encore trop restreints.

e) Syndicat de Dortmund 1890-1893 (1). Le 24 juillet 1890, le bureau du Comité des Houillères adressait un pressant appel aux mines, en leur recommandant de former entre eux dans chacun des 16 districts, un bureau de vente fédéré avec les autres bureaux.

Le 9 août, se constituait définitivement le *syndicat de Dortmund*. Il est bon de remarquer que les mines de cette région avaient presque toutes adhéré à l'association des houilles grasses et cokes: elles avaient donc acquis une certaine pratique de la vie syndicale. Société par actions, le syndicat choisit aussitôt pour directeurs

(1) Voir en particulier sur ce Syndicat: circulaires 282, 290, 300, 543 (rapport sur 1890), 702 (rapport sur 1891-92).

les directeurs de deux des plus importantes exploitations, et nous pouvons faire dès maintenant remarquer que cette association a servi de modèle à tous les groupements syndicaux ultérieurs; il a si bien fonctionné que ses statuts ont servi de type et que l'un de ses directeurs, M. Unckell, est plus tard devenu directeur du Syndicat général de vente des houilles.

Ce syndicat groupait une production de 3 millions de tonnes. Le premier acte de cette association a été une entente avec le syndicat des fabricants de coke; dans une réunion tenue le 11 août, il a été convenu entre les deux associations que les livraisons de coke seulement subiraient une réduction immédiate de 20 p. 0/0 applicable à tous les traités.

**Statuts et règlements du Syndicat des houilles de Dortmund,
1890-1893 (1).**

**1^o Statuts de la société par actions intitulée « Syndicat de vente
des charbons de Dortmund ».**

Titre, siège et durée de la Société.

ARTICLE PREMIER.

La Société par actions constituée sous le nom de *Syndicat de vente des charbons de Dortmund* a son siège à Dortmund.

Elle a une durée indéterminée.

L'année commerciale court du 1^{er} juillet au 30 juin.

But de la Société.

ART. 2.

Le but de la Société est l'achat et la vente des charbons, coques et briquettes.

Capital social et actions.

ART. 3.

Le capital social est de 80.000 marcs (100.000 fr.).

Il est partagé en 400 actions nominatives de 200 marcs, dont le transfert reste subordonné à l'approbation de la Société.

Pour opérer le transfert d'une action, il faut l'approbation du Conseil d'administration et de l'Assemblée générale; pour que le transfert soit

(1) Reproduit de la circulaire 327.

valable, il faut un acte légalisé par voie judiciaire ou notariée, désignant la personne de l'acquéreur.

Les noms des actionnaires seront inscrits dans le registre des actions. Ceux-là seuls ont droit de vote qui sont régulièrement inscrits.

ART. 4.

Si des actions sont perdues ou détruites, avis doit en être donné par voie judiciaire à la Société.

Ce n'est qu'après l'accomplissement de cette formalité qu'il pourra être créé et délivré un titre nouveau.

Organes de la Société.

ART. 5.

Les organes de la Société sont :

- a) La Direction ;
- b) Le Conseil d'administration ;
- c) L'Assemblée générale.

Direction.

ART. 6.

La Direction est composée de deux personnes.

Les directeurs seront nommés par l'Assemblée générale à la majorité absolue.

La nomination de fondés de pouvoirs dépendra d'une décision de l'Assemblée générale.

Les pièces dans la présente Société devront, pour être valables, porter la signature des deux directeurs, ou d'un membre du Conseil et d'un fondé de pouvoirs.

ART. 7.

La Direction est tenue de se maintenir dans les limites tracées à son action par l'Assemblée générale.

Conseil d'administration.

ART. 8.

Le Conseil d'administration se compose de cinq membres ; il est (à l'exception du premier Conseil) nommé par l'Assemblée générale pour une durée de cinq ans au plus.

Chaque année un membre sort. Pour la première période, l'ordre de sortie des membres sera fixé par le sort ; ensuite, il sera fixé par la date même de nomination. Le président tirera cet ordre au sort en Conseil d'administration. Les membres sortants sont rééligibles.

Si une place devient vacante d'une façon imprévue, elle reste libre jusqu'à la prochaine Assemblée générale; si cependant le nombre des membres se réduit à moins de trois, une Assemblée générale sera immédiatement convoquée pour compléter le Conseil. La nomination a lieu pour la période restant à courir des membres remplacés.

Le choix du premier Conseil d'administration est valable jusqu'au 30 juin 1892.

ART. 9.

Le Conseil d'administration délibère valablement quand tous les membres auront été régulièrement convoqués et que trois au moins seront présents.

Les réunions auront lieu à Dortmund.

ART. 10.

Le Conseil d'administration choisit son président et son vice-président à la première séance après l'Assemblée générale ordinaire.

Assemblée générale.

ART. 11.

L'Assemblée générale des actionnaires est convoquée par la direction; le Conseil d'administration possède ce même droit de convocation. La convocation a lieu par invitation écrite, accompagnée de l'ordre du jour, adressée à chaque actionnaire.

ART. 12.

L'Assemblée générale délibère valablement quand les trois quarts au moins du capital social sont représentés.

Si une Assemblée générale n'est pas en nombre, il doit être convoqué une seconde Assemblée générale avec le même ordre du jour, dans le délai d'un mois.

L'Assemblée générale ainsi convoquée à nouveau délibère valablement, quelle que soit la part du capital social représentée; il doit être donné avis de ce fait dans la lettre de convocation.

ART. 13.

Il sera loisible de se faire représenter à l'Assemblée générale en donnant un pouvoir sous seing privé.

Chaque action donne droit à une voix. Un actionnaire qui aurait plus de 50 actions n'aurait en aucun cas plus de 50 voix.

ART. 14.

La présidence de l'Assemblée générale appartient de droit au prési-

dent du Conseil d'administration; en son absence, au vice-président; en cas d'empêchement de l'un et de l'autre, à la personne désignée par l'Assemblée générale elle-même. Il ouvre et clôt la séance.

Il choisit deux assesseurs, et dirige les débats.

Toute décision de l'Assemblée, sauf les cas prévus par les présents statuts, sera prise à la majorité absolue.

ART. 15.

L'Assemblée générale aura lieu, chaque année, dans les trois premiers mois de l'exercice. Des Assemblées générales extraordinaires seront convoquées, avec envoi de l'ordre du jour, toutes les fois que la direction ou le Conseil le jugeront nécessaire, ou quand les propriétaires du quart du capital-actions en feront la demande ou la déclaration au Conseil d'administration.

ART. 16.

L'ordre du jour de l'Assemblée générale ordinaire devra porter :

- a) Rapport administratif;
- b) Bilan et décharge à accorder à la direction et au Conseil;
- c) Emploi des bénéfices nets;
- d) Remplacement du membre sortant du Conseil;
- e) Choix des commissaires aux comptes.

ART. 17.

L'Assemblée générale a droit de contrôle et d'examen sur la gestion de la direction; elle peut déléguer, à cet effet, un ou plusieurs de ses membres.

ART. 18.

L'Assemblée générale peut décider des modifications aux statuts; mais s'il s'agit de la liquidation, de la fusion ou de la dissolution de la Société, le vote devra être pris à la majorité des trois quarts du capital-actions.

ART. 19.

Les extraits notariés des délibérations d'une Assemblée générale seront valables s'ils sont signés par le président et deux actionnaires, ou leurs fondés de pouvoirs.

Bilan. — Répartition des bénéfices. — Fonds de réserve.

ART. 20.

La direction devra, pour chaque exercice, dresser dans les huit premières semaines de l'exercice suivant, un bilan et un compte de profits

et pertes; elle devra en même temps présenter au Conseil d'administration un rapport exposant la situation et les circonstances spéciales dans lesquelles se trouve la Société, et donner connaissance de ce rapport, ainsi que des observations du Conseil d'administration, à l'Assemblée générale ordinaire.

Quinze jours au moins avant l'Assemblée générale, un extrait de ce rapport sera transmis à chaque actionnaire.

ART. 21.

Sur le bénéfice net, un vingtième au moins sera versé au fonds de réserve, jusqu'au moment où ce fonds aura atteint le dixième du capital social.

Annonces.

ART. 22.

Les annonces relatives à la Société, qui doivent être faites par voie des journaux paraîtront exclusivement dans le *Reichs-Anzeiger*; tous les autres avis seront transmis par lettre.

2^e Traité entre la Société par actions dite « Syndicat de vente des charbons de Dortmund » et les propriétaires de mines.

Entre la SOCIÉTÉ PAR ACTIONS dite *Syndicat de vente des charbons de Dortmund*, d'une part,

Et les PROPRIÉTAIRES DE MINES dont les noms suivent, d'autre part :
(Suivent les noms de quinze compagnies).

Est arrêté le TRAITÉ en onze articles, donné ci-dessous dans le but de mettre fin, à l'avenir, à toute concurrence entre les intéressés sur le marché des charbons, et de conclure des accords avec les autres propriétaires ou associations analogues, en vue de la répartition des livraisons, de la fixation des prix et des conditions des fournitures.

Les propriétaires susdésignés s'engagent de plus, les uns vis-à-vis des autres, ainsi qu'il est stipulé plus bas, à se réunir en assemblées et à se soumettre aux décisions qui auront été prises en ces occasions, à la majorité des voix, sur les points indiqués ci-dessous.

Les Assemblées peuvent émettre des votes si les trois quarts des voix sont représentés. Si une Assemblée ne se trouve pas en nombre pour statuer, alors la direction de la Société doit immédiatement, dans les formes données plus loin, convoquer une nouvelle réunion qui aura le droit de voter, quel que soit le nombre des membres présents.

Dans les réunions, chaque propriétaire de mines aura le même nombre de voix qu'il en possède à l'Assemblée générale de la Société par actions dite « Syndicat de vente des charbons ».

La présidence de ces Assemblées appartiendra de droit à l'un des membres de la direction du Syndicat de vente des charbons.

Le président ouvre et clôt la séance; il nomme deux assesseurs et dirige les délibérations.

Il sera dressé un procès-verbal des délibérations; ce procès-verbal sera signé par le président; les assesseurs et ceux des membres qui le désireront.

Il sera joint à chaque procès-verbal un état, certifié conforme par le président, des membres présents, des membres représentés et du nombre de voix possédés par chacun.

Il sera remis à chaque membre un extrait du procès-verbal de chaque séance du Syndicat de vente.

Les procès-verbaux ont, pour chacun des membres, force de loi sans aucune réserve.

Les réunions de propriétaires de mines doivent être convoquées chaque mois par la Direction du Syndicat; pour chacune, l'ordre du jour sera envoyé, par lettre, à chaque membre au moins deux jours à l'avance.

Il sera convoqué des réunions extraordinaires chaque fois que le quart au moins des propriétaires de mines, membres du Syndicat, le demandera.

La compétence de l'Assemblée générale des propriétaires de mines s'étend aux points suivants :

1° Fixation des prix minima de vente pour les diverses qualités, et des conditions de livraisons;

2° Répartition des fournitures entre les divers exploitants;

3° Décisions relatives à la forme et au mode de contrôle sur les renseignements à fournir en exécution des articles 1, 3, 5 des statuts ci-dessous;

4° Choix de la Commission chargée de la fixation des chiffres proportionnels à attribuer à chacun (art. 2 ci-dessous);

5° Examen et décisions relatives aux plaintes dirigées contre les membres de la Direction du Syndicat;

6° Dans la première Assemblée de chaque année commerciale, il y aura lieu d'examiner si le nombre d'actions possédé par chaque exploitant de mines est encore, comparativement au capital du Syndicat, dans le même rapport que la production de l'année écoulée, comparativement à la production totale.

Si cette proportionnalité ne s'est pas maintenue, il y a lieu de la rétablir, soit en provoquant la cession d'actions d'un membre à un autre, soit en créant de nouvelles actions. Chaque membre est tenu de se soumettre aux décisions de l'Assemblée générale pour ce qui regarde la cession ou la prise en charge des actions.

D'une façon générale, il doit y avoir une action par dix mille tonnes de production annuelle.

7° Réglementation pratique du versement des cotisations qui, comptées en pour cent du montant des factures, sont à payer au Syndicat. Ces cotisations doivent être au minimum de 10 p. 0/0 du montant des factures.

De la vente en général et exceptions qui s'y rapportent.

ARTICLE PREMIER.

A partir du 1890, les propriétaires de mines ci-dessus dénommées confient au Syndicat de vente le débit exclusif de leurs charbons, cokes et briquettes; et ledit Syndicat s'engage à obtenir la vente de ces produits.

Les propriétaires de mines signataires du présent traité s'engagent, à partir du 1890, et pour aussi longtemps que durera la présente association, à s'abstenir de ventes directes de charbons, cokes et briquettes, sauf les exceptions dûment stipulées ci-dessous; ils s'engagent, au contraire, à transmettre au bureau du Syndicat toute demande qui leur parviendrait directement, et à lui laisser le soin de la réponse.

Le Syndicat des cokes a, par contre, le droit d'assigner à l'un quelconque des membres de l'association l'exécution d'une commande et de leur demander de compléter une livraison quelconque.

Chacun des exploitants est tenu d'achever la livraison des marchés qu'il aura acceptés directement avant le 1890; mais chacun s'engage à communiquer, au plus tard, avant le 1890, un état de ces marchés, et, avant le 15 de chaque mois, de fournir le relevé des livraisons faites le mois précédent sur ces marchés. Ces déclarations seront soumises à la vérification des agents du Syndicat.

Il ne restera, en dehors de la vente par le Syndicat, que les quantités de houille, de cokes et briquettes qui sont livrées par voitures, c'est-à-dire la vente locale, ou celles que la mine livre pour son usage à un établissement métallurgique qui lui appartient. Les chiffres de ces ventes locales et consommations intérieures seront fournis à la fin de chaque mois au Syndicat, qui les contrôlera.

Répartition de la production totale entre les mines coassociées et fixation de l'extraction (ou de la production).

ART. 2.

La quantité que chaque mine pourra extraire sera fixée comme suit : Comme base de la fixation de la production totale, on prendra l'ex-

traction journalière moyenne en houille, ou la production journalière moyenne en coke ou briquettes pendant le premier semestre 1890. Si pendant cette période, une mine a eu une interruption accidentelle de travail, alors on prendra pour base l'extraction ou la production qui eût été atteinte dans les circonstances normales.

Si un propriétaire de mines veut se faire porter dans le total de l'exploitation pour un chiffre plus élevé que celui fixé ci-dessus, il doit en aviser trois mois d'avance le Syndicat.

Le Syndicat a un mois pour faire connaître sa décision au propriétaire en question. Si ce propriétaire ne veut pas accepter la décision du Syndicat, alors la question est soumise à trois experts, dont deux sont des techniciens d'autres districts miniers, et le troisième est l'un des membres de la Direction du Syndicat.

Une Commission, composée de même, statuera en cas de désaccord sur la production réelle à porter en compte pour le premier semestre 1890.

S'il y a augmentation ou diminution de la production, chacun des exploitants participe à la variation en raison du coefficient qui lui est attribué.

En cas d'une diminution de vente, le Syndicat a droit d'imposer une réduction proportionnelle égale à chaque exploitant, conformément à la décision de l'Assemblée générale.

Fixation des prix et conditions de livraisons et calcul des charbons, coques et briquettes vendus.

ART. 3.

Les prix et conditions de livraisons de tous les produits, dont la vente est du ressort du Syndicat, sont fixés en Assemblée des propriétaires de la façon suivante :

La réunion fixe le prix minimum pour chaque qualité de produits, houilles, coques et briquettes, auquel chaque mine doit compter ces produits au Syndicat, et le Syndicat consent à prendre en charge ces produits.

Il ne pourra, pour la vente au public, être fixé par le Syndicat de prix inférieurs à ceux ainsi arrêtés; cependant, il sera loisible au Syndicat de faire des prix plus bas dans des cas urgents, quand il courra le danger de faire perdre l'affaire au Syndicat, par suite d'une concurrence provenant de charbons étrangers, ou d'exploitations non syndiquées; il sera rendu compte de chacune de ces affaires à la plus prochaine réunion.

L'excédent de prix obtenu par le Syndicat en sus du minimum est

porté chaque mois par moitié au crédit du compte du Syndicat, par moitié au crédit du compte de la mine qui aura effectué les livraisons.

Pour ce qui concerne spécialement la houille à gaz, aussi longtemps que la mine de Dortsfeld sera seule dans le Syndicat à livrer cette qualité, les bénéfices comme les pertes obtenus par la vente seront portés seulement et entrés au compte de cette mine.

Pour ce qui est des charbons de vente locale, la réunion se contentera de fixer un prix minimum de vente; les sommes résultant de ces ventes ne concernant pas le Syndicat, qui n'a à s'occuper que des quantités.

ART. 4.

Les ventes seront faites par le Syndicat en tenant le plus grand compte des frais de transport; cependant le Syndicat aura le droit, en cas de nécessité, de passer outre aux considérations de frais de transport et de capacité de production des diverses mines et d'attribuer la fourniture à une mine quelconque à son choix; les atténuations qu'il faudrait consentir éventuellement sur les frais de transports seraient à la charge du Syndicat.

Le Syndicat de vente porte en compte aux fournisseurs les produits livrés (la livraison locale et les besoins des usines elles-mêmes étant mis à part); il adresse les sommations aux acheteurs en retard; il a éventuellement à exercer les poursuites judiciaires. Il émet cependant les comptes payables aux mines elles-mêmes qui effectuent les livraisons. Il va de soi qu'il est du devoir du Syndicat de vente de ne vendre qu'à ceux qu'on peut considérer comme solvables, ou à ceux sur lesquels on a pu obtenir des renseignements suffisants.

La mine chargée des livraisons est seule responsable pour la bonne livraison, conformément aux conditions commerciales, et ce, pour toutes les livraisons qui lui sont confiées par le Syndicat de vente. Elle supporte seule tous les frais qui résulteraient de livraisons de qualité médiocre et insuffisante ou de toute autre erreur dans l'exécution des livraisons.

ART. 5.

Chaque mine doit, aussitôt la fin des livraisons du mois, abstraction faite de la vente locale et des livraisons à ses propres usines, remettre au Syndicat de vente le compte complet de toutes les livraisons par elle exécutées. Ce compte est calculé sur les prix minima fixés par la réunion des propriétaires de mines. Les ventes franco sont refusées d'une façon générale; elles auront toutes lieu sur wagon, sur le carreau de la mine, et il en résulte qu'une déduction des frais de transport ne sera nécessaire que dans quelques cas exceptionnels où, par suite de circonstances tout à fait spéciales, on ne pourra refuser la livraison franco. Dans ce cas, les frais de transport seront nettement mis à part.

Le Syndicat de vente envoie aux clients, aussitôt le commencement du mois suivant la fin des livraisons, le relevé des comptes établis sur la base des prix acceptés par eux.

Dans le cas où le client désire recevoir le compte en même temps que la marchandise, alors la mine chargée de la livraison devra de suite établir le compte au Syndicat qui, lui, de son côté, établira le compte aux clients.

Chaque mine a son compte spécialement ouvert dans les livres du Syndicat de vente. Le Syndicat de vente communique au plus tard le 10 de chaque mois un extrait conforme de ce compte à chaque mine, en tenant compte des prix de vente obtenus, et tenant compte également d'ailleurs du solde en fin d'année.

L'année commerciale va du 1^{er} juillet au 30 juin.

A la fin de chaque mois, la mine doit communiquer au Syndicat de vente un relevé des quantités livrées dans le mois précédent, en y comprenant la vente locale et les consommations de ses propres usines; ceci en vue de permettre à l'établissement des livres le contrôle du Syndicat de vente. Le Syndicat de vente établit sur ces éléments un relevé général des expéditions faites par chaque mine, et communique chaque mois à chacune des mines un exemplaire de ce relevé.

Les quantités établies de cette façon permettent de chiffrer la livraison totale mensuelle effectuée par chaque mine; les chiffres ainsi établis serviront plus tard au partage des livraisons à venir, après fixation du coefficient de chaque mine.

Chaque mine est tenue de communiquer immédiatement au Syndicat de vente toute suspension de travail qui viendrait à restreindre la production normale et la capacité de livraison; elle fera connaître d'ailleurs la durée probable de la suspension de travail. C'est au Syndicat qu'incombent le droit et le soin de faire remplir par les autres mines les engagements pris par celle qui subit une suspension de travail.

Le remplacement en nature de ces livraisons effectuées dans les conditions ci-dessus n'aura pas lieu d'une façon générale. Cependant la Direction devra tenir compte des désirs raisonnables à ce sujet en tant que les conditions générales de livraison le permettront.

ART. 6.

Le Syndicat de vente de Dortmund entre, au lieu et place des propriétaires des mines signataires, dans les associations existant antérieurement, telles par exemple que l'Association des charbons gras et le Syndicat des cokes.

G.-F.

4

Contrôle.

ART. 7.

Il est permis aux représentants légaux de chacune des mines coassociées de contrôler dans la mesure la plus étendue tous les livres et pièces de correspondance du Syndicat des ventes de houille. D'autre part, la Direction du Syndicat a le droit, après avis donné aux membres, d'exercer un contrôle sur les expéditions et les chargements, pour voir s'ils sont conformes aux déclarations.

Pénalité.

ART. 8.

Au cas où une des mines signataires viendrait, contrairement aux engagements pris dans l'article premier, à vendre directement des charbons, cokes ou briquettes, et par suite à éluder les prescriptions du Syndicat, cette mine aurait à payer une pénalité conventionnelle de 500 marcs par wagon de 10 tonnes.

ART. 9.

Pour toute infraction aux prescriptions du présent règlement, chacun des possesseurs de mines cosignataires s'engage à payer une amende conventionnelle dont l'Assemblée des propriétaires de mines fixe l'importance, sans toutefois que chaque amende ne puisse dépasser 1.000 marcs.

ART. 10.

Chaque propriétaire de mines doit signer à l'ordre du Syndicat de vente des charbons et remettre en main de la Direction autant de billets de 1.000 marcs payables à vue qu'ils produisent de fois 10.000 tonnes de houille par an.

La Direction pourra en cas de pénalité, conformément aux articles 8 et 9, remplir le jour qu'il lui plaira lesdites traites, les mettre en circulation ou les faire toucher directement.

Chaque propriétaire de mines est tenu, dès que l'état des traites en dépôt à son nom se trouve ainsi réduit, de les compléter par de nouvelles remises.

Durée de l'entente.

ART. 11.

Cette entente commencera le 1890 ; elle prendra fin le 30 septembre 1895. Avant le 1^{er} avril 1895, il devra être pris une décision sur la prolongation de l'entente.

En cas où une prolongation ou un renouvellement du traité n'aurait pas lieu, les affaires conclues par le Syndicat pour une durée plus longue seraient continuées par lui s'il n'avait pu trouver moyen de les répartir entre les associés.

f) Syndicat de Bochum 1891-1893 (1). Après quelques hésitations, d'autres syndicats se constituèrent sur les mêmes bases. Le 13 décembre de la même année, les mines de la région de Bochum constituèrent leur syndicat. Il comprenait 15 sociétés, exploitant presque toutes des houilles grasses; la production de ces mines avait atteint en 1890 4 millions de tonnes.

g) Syndicat d'Essen 1891-1893 (2). Le 18 décembre, les mines de la région d'Essen se groupaient à leur tour, 8 mines, produisant plus de 3 millions de tonnes, firent partie de ce syndicat.

h) Syndicat de Steele - Mülheim (houilles maigres) 1891-1895. Le 21 février 1891 (3), neuf mines de l'ouest du bassin, représentant une production d'environ un million de tonnes de houilles maigres se constituèrent en un syndicat pour la vente de la part de production qui n'était pas déjà placée par les soins de syndicats spéciaux plus anciens déjà étudiés en b) et en c).

i) Syndicat des cokes : 2^e période 1890-1893 (4). Le Syndicat des cokes n'avait pas produit, sous sa première forme, tous les résultats que ses membres en attendaient. Les assemblées générales de septembre et octobre 1890 décidèrent de transformer en une société par actions, chargée de la vente de toute la production, l'entente plus ou moins lâche qui depuis six ans avait donné l'exemple aux mines du bassin. 92 p. 0/0 de la production, soit plus de 4 millions de tonnes de cokes, étaient entre les mains de ce nouveau syndicat.

(1) Cf. Circulaires 543 sur 1890 et 612 sur 1891.

(2) Cf. Circulaires 543 sur 1890 et 654 sur 1891.

(3) Cf. Circulaires 543 sur 1890 et 654 sur 1891.

(4) Cf. Circulaires 321, 543 (stat. de 1890), 612 (stat. de 1891), 792 (stat. de 1892). Voir aussi Circulaire 742.

j) Syndicat des briquettes 1891-1898 (1). Le Syndicat de vente des briquettes comprend comme le syndicat des cokes des mines de tout le bassin, tandis que le syndicat des

houilles maigres de Steele-Mülheim comme ceux des menus et des houilles pour briqueteries et fours à chaux n'étaient que régionaux.

Il a été fondé en 1890 et est entré en activité le 1^{er} février 1891 et devait d'abord durer jusqu'à la fin de 1895. 16 mines confièrent à la nouvelle société par actions la vente exclusive de leurs briquettes et l'achat du brai. Ce syndicat comprit bientôt tous les producteurs de briquettes.

Nous voilà sortis de cette période d'essais divers qui tous n'étaient, en somme, que des demi-mesures. On avait cherché d'abord, par voie d'engagements d'honneur, à réduire la production; on avait eu ensuite recours à l'amende, peu importante au début, puis considérable, pour limiter la production, ou plutôt pour ne la laisser croître que proportionnellement à la consommation; on avait ainsi retardé la crise qui paraissait inévitable avec une extraction qui passait de 9 1/4 millions de tonnes en 1865, à 29 millions en 1885 et 32 1/2 millions en 1890 et une industrie dont le développement quoique considérable ne semblait pas en rapport avec celui des houillères.

III. — CONSTITUTION D'UN SYNDICAT GÉNÉRAL DE VENTE DES HOUILLES.

a) Reprise des projets de syndicat général des houilles 1891 (2). Les années 1890 et 1891 marquèrent une reprise générale dans l'industrie. Il en résulta un temps d'arrêt dans la réorganisation des syndicats dont le rôle parut un moment moins nécessaire. Mais vers la fin de 1891 un tassement se produisit et l'on passa rapidement d'une situation très prospère à une situation très tendue que l'absence d'hiver venait aggraver encore. Les débouchés se fermaient et les clients refusaient sous toutes sortes de prétextes de prendre livraison des quantités achetées par con-

(1) Cf. Circulaires 543 et 612.

(2) Sur cette période et cette reprise, voir circulaires 505 du 7 octobre, 516, 538, du 12 décembre, 545 du 22 décembre 1891.

trat. Les prix ne pouvaient plus être maintenus. Et les syndicats de vente régionaux, qui ne groupaient que partie de la production houillère, étaient hors d'état de résister. La fédération de ces associations n'avait du reste pas abouti, et chacune agissait à sa guise.

Aussi l'attention se porta-t-elle de plus en plus vers la constitution d'un syndicat général. C'est alors, au mois d'octobre 1891, que le Comité des houillères et le Syndicat de Dortmund reprirent les études commencées à la fin de 1887. On a vu plus haut que le Comité préconisait alors la constitution d'une société commerciale chargée d'acheter aux mines toute leur production et de la revendre. Depuis lors, cette idée de faire intervenir une société commerciale, à la fois acheteur et vendeur, avait fait son chemin puisque les syndicats régionaux ou ceux des cokes et briquettes s'étaient constitués sur ce type : la seule différence importante consistait en ce que les sociétés par actions effectivement créées n'avaient pour actionnaires que les producteurs eux-mêmes.

b) **La Fédération des mines 1892.** Le 16 janvier 1892, se constituait à Dortmund (1) le cartel ou la fédération minière connue, dans l'histoire du mouvement syndical westphalien, sous le nom de *Gemeinschaft*. Les signataires du contrat étaient : les 4 syndicats de vente régionaux (Dortmund, Bochum, Essen, Steele-Mülheim), et 24 des plus importantes compagnies du bassin.

L'analyse des statuts montre clairement qu'il s'agit cette fois, purement et simplement, de fédérer les groupements existants et les grandes compagnies, ainsi qu'on l'avait en vain recommandé en 1890.

Analyse des statuts de la Fédération des mines, de 1890 (2).

« Le groupement des compagnies minières, des sociétés par actions et des syndicats miniers de vente du district de la Ruhr en une association, ayant son siège à Dortmund, a pour but de régler, *par des conventions communes à tous*, la production et la vente des charbons pour tous les associés, de prévenir la concurrence ruineuse des associés entre eux et d'obtenir des prix convenables.

« Les organes de l'association sont :

(1) Cf. Circulaires 556 du 15 janvier 1892 et 569 du 2 février.

(2) Reproduction de la circulaire 556.

1° L'assemblée générale ;

2° Les assemblées de groupes, à savoir :

- a) Le groupe des charbons gras ;
- b) Le groupe des charbons à gaz et à flammes ;
- c) Le groupe des charbons maigres de l'Ouest ;
- d) Le groupe des charbons maigres de l'Est.

3° La direction.

« L'assemblée générale se compose des représentants de tous les exploitants faisant partie de l'association ou de leurs fondés de pouvoirs.

« Elle siège aussi souvent que cela est nécessaire, et, en tous cas, elle doit être convoquée si des membres, porteurs du quart au moins des voix, le demandent.

« L'assemblée générale doit, en particulier, statuer sur les points suivants :

- a) Approbation des prix de vente fixés par les assemblées de groupe ;
- b) Fixation des conditions de vente et de paiement ;
- c) Fixation des qualités et de leur désignation ;
- d) Décision en dernier ressort sur les pénalités financières prononcées par la direction contre les membres pour affaires relatives à l'association ;

e) Admission de nouveaux membres ;

f) Fixation et réparation des frais d'administration.

« Il est accordé dans l'Assemblée générale, une voix par 100.000 tonnes de production, constatée officiellement par l'impôt minier, dans la précédente année écoulée.

« Les décisions de l'Assemblée générale doivent être prises à la majorité absolue.

« Chacune des assemblées de groupe nomme son bureau ; l'ensemble de ces divers bureaux forme la direction de l'association.

« Dans les assemblées de groupe, le droit de vote est de même fixé proportionnellement à la production ; mais, pour chaque groupe, proportionnellement à la seule production qui le concerne, à savoir :

Pour le groupe *a*, à la production des charbons gras ;

—	<i>b</i> ,	—	charbons à gaz ;
—	<i>c</i> .	—	charbons maigres de l'Ouest ;
—	<i>d</i> ,	—	charbons maigres de l'Est.

« La fixation des prix est réservée à chaque assemblée de groupe, pour les qualités qui le concernent.

« En vue de faire cadrer la production et la vente, chaque assemblée de groupe a le droit de décider une réduction momentanée de production.

« Tout membre s'engage à se soumettre à de fortes pénalités en cas

de violation éventuelle des engagements pris conformément aux présents statuts.

« L'Assemblée générale statuera sur l'emploi à faire des fonds provenant des pénalités.

« Toutes les pénalités infligées en application des stipulations de cet accord seront prononcées par un tribunal composé de trois membres. Elles s'élèvent à 5 marcs par tonne vendue en violation des statuts au-dessous des prix fixés par la Fédération ou à des conditions différentes.

« La durée de l'association est, pour le moment, fixée à un an, soit jusqu'au 31 décembre 1892.

« Il devra être statué avant le 1^{er} octobre 1892 sur la prolongation éventuelle de l'association. »

On voit que cette formule était loin d'être complète : elle représentait bien un progrès sur le système de conventions appliqué pendant la première période, mais aussi un recul par rapport au système des véritables syndicats de vente préconisé en 1887 et appliqué en 1890 par certains groupes de producteurs. Mais il fallait se hâter et l'essentiel était de mettre fin momentanément à la concurrence entre les groupes, ainsi qu'entre les grandes compagnies. La durée de cet essai était fort courte et l'on avait dû renoncer à faire l'accord sur la question de la production.

La Fédération groupait environ 31 millions de tonnes, et ne laissait en dehors que 5 millions de tonnes environ. Les adhérents qui signèrent le premier jour représentaient surtout des mines produisant des houilles grasses. La Fédération ayant avant tout pour objet de fixer les prix, les comités de sections se réunirent sans retard, et établirent les classifications communes pour les houilles, ainsi que les tarifs de prix ⁽¹⁾. Ils consentaient certaines réductions, bien inférieures toutefois à ce qu'attendaient les consommateurs : la baisse n'était en moyenne que d'un marc par tonne. Il était en tous cas bien inutile de songer à remonter le courant dès le début et à imposer des prix en hausse.

La question de la réduction de la production dut être ajournée, alors que le syndicat des coques était assez fortement constitué pour imposer à ses adhérents une réduction de 20 p. 0/0, et que les syndicats régionaux recouraient aussi à cet expédient.

Il devint bientôt trop évident que la Fédération ne pouvait rendre

(1) Cf. Circulaires 572 du 10 février 1892, et 588 du 9 mars, ainsi que la Circulaire 656 du 10 juillet.

que peu de services. Elle avait été constituée à un moment où la baisse était irrésistible et ne pouvait songer à rendre à l'ensemble de la grande industrie une prospérité momentanément disparue. Elle avait eu aussi le tort de fixer des prix uniformes pour les mêmes catégories de houilles, quelle qu'en fût la provenance, si bien que certaines mines vendirent sans difficultés toute leur production, tandis que d'autres ne pouvaient écouler les mêmes catégories parce que leurs produits étaient de qualité inférieure. Enfin la Fédération avait trop peu de moyens de contrôle, et le système des engagements d'honneur aboutit rapidement aux pires abus. Loin de consentir à une réduction générale de la production, certaines mines ne firent qu'augmenter leur extraction; un syndicat de vente permit à ses membres de traiter directement avec la clientèle, etc...

La direction de la Fédération sentit si bien son impuissance qu'elle chargea dès le mois d'avril une commission spéciale d'étudier la transformation en une véritable association de vente ⁽¹⁾ : il n'est pas inutile de signaler que les inspirateurs principaux de ces efforts étaient M. Unckell, directeur du Syndicat de Dortmund et M. Kirdorf, directeur de la Compagnie de Gelsenkirchen.

Au mois de mai, la discipline fut fortement ébranlée par la défection de la mine Hugo, et les syndicats régionaux eux-mêmes se sentirent compromis; leurs adhérents traitaient avec les clients, et les prix baissaient encore. Pendant l'été, les prix furent encore avilis par les nombreuses ventes par contrainte, les consommateurs et notamment les grands marchands ayant refusé de prendre livraison du tonnage acheté ferme.

Dès le mois de septembre, la déroute fut telle ⁽²⁾ que les prix de la Fédération cessèrent ouvertement d'être appliqués et que *la Fédération fut en fait dissoute avant terme.*

c) Constitution d'un syndicat général, février 1893.

La Commission nommée par la Fédération soumit son projet, le 30 juillet 1892 ⁽³⁾, à l'assemblée générale. M. Kirdorf, qui prenait nettement la tête de ce mouvement, expliqua qu'il s'agissait de statuer sur le principe de la constitution d'un syndicat général de

(1) Cf. Circulaire 630 du 18 mai sur la reprise des discussions.

(2) Cf. Circulaire 753 sur l'ensemble de la situation commerciale en 1892.

(3) Cf. Circulaire 669, avec le projet des statuts.

vente, société par actions complètement indépendante de toutes sociétés minières et qui achèterait, dans des conditions à déterminer la totalité de la production pour la vendre au mieux des intérêts de tous, à l'abri de toute concurrence dans le district même, et en tenant compte des conditions commerciales partout où la concurrence se faisait sentir. Sur cette question de principe, l'accord fut unanime.

Mais lorsque le président expliqua que l'une des conditions essentielles de cet accord était la répartition de la production totale entre tous les associés, c'est-à-dire *la fixation à chacun d'un chiffre de participation* qu'il ne pourrait pas dépasser, les difficultés surgirent. On demanda surtout comment il serait tenu compte de la capacité de production des nouveaux puits, au fur et à mesure de l'achèvement des travaux préparatoires. Cette question, assez délicate pour faire hésiter les organisateurs de tout syndicat minier, ne pouvait naturellement être résolue séance tenante; l'Assemblée néanmoins repoussa en bloc le projet Kirdorf sans même vouloir le mettre à l'étude.

M. Kirdorf ne se tint pas pour battu (1). Il reprit la question des puits neufs. En peu de jours on avait constaté qu'il n'y avait pas moins de 30 puits nouveaux réclamant leur part éventuelle à la production, et ces 30 puits devaient être des puits armés pour une production intensive : il était impossible de songer à forcer ainsi de 6 ou 7 millions de tonnes la production prévue. Toutefois l'examen de l'augmentation de la consommation, rapproché de l'augmentation de la production, a permis d'admettre que, sans risquer d'être débordé par une surproduction impossible à placer, on pouvait garantir à tout puits nouveau une place au syndicat pour un tonnage maximum de 400 tonnes par jour. Cela revient, tout compte fait, à donner le droit aux exploitants d'augmenter leur production dans une proportion moindre que la consommation. Cette dernière s'était accrue, pendant les 20 dernières années, en moyenne de 3,50 p. 0/0 par an; la production ne croîtrait que de 2 p. 0/0; on tenait ainsi compte de cette considération, admise également par les exploitants de Westphalie, que la consommation ne doit pas continuer à progresser, dans l'avenir, dans les mêmes proportions que dans les dernières années.

(1) Sur les pourparlers qui suivirent, voir Circulaires 702 du 20 octobre 1892, 714 (projet de contrat), 732 du 15 décembre, 735 (résumé des principaux objets et de l'organisation du syndicat).



Au début de l'année 1893, le projet semblait encore avoir peu de chances d'aboutir. Le bassin avait produit en 1892, année prise pour base, 37.295.130 tonnes dont 32.592 produites par les petites exploitations de moins de 10.000 tonnes, 3.552.051 tonnes produites par les mines appartenant à des usines, et 155.513 produites dans le district d'Osnabrück qui ne fait pas commercialement partie du bassin; restaient 33.554.874 tonnes à grouper dans un seul syndicat. Or 5 mines réclamaient un chiffre de participation plus élevé que celui fixé par le projet; elles produisaient 409.513 tonnes. 12 mines produisant 2.844.121 tonnes émettaient d'autres prétentions inadmissibles. 10 mines produisant 587.513 tonnes refusaient de participer à l'opération. Enfin 7 mines appartenant à des armateurs et produisant 2.219.812 tonnes restaient naturellement en dehors de la combinaison. Ces 4 groupes de mécontents ou de dissidents produisaient donc ensemble 6.059.959 tonnes, soit 17,3 p. 0/0 de la production qu'on cherchait à grouper. Il ne fallait pas penser à constituer un syndicat viable sans le concours d'une partie au moins de ces dissidents, et l'on put croire jusqu'au dernier moment que l'assemblée générale convoquée pour la fin de janvier enterrerait définitivement le projet.

Pourtant en quelques jours la situation se modifia totalement, et le 28 janvier⁽¹⁾, 92 p. 0/0 de la production totale se rallièrent sans réserve au projet. Une seule modification importante fut apportée au plan primitif : la durée du syndicat était fixée à cinq ans au lieu de dix.

Le 16 février⁽²⁾, l'assemblée générale constitutive put être tenue, et, dans les délais fixés, c'est-à-dire le 20 à midi, la dernière mine hésitante avait adhéré. Le Syndicat était enfin constitué. *A partir du 1^{er} mars 1893, et pour une durée minima de cinq ans, la vente de cette immense production était confiée aux directeurs du syndicat*, dont les bureaux furent aussitôt établis à Essen.

Deux textes, que nous publions ci-dessous, régissent cette association. Par une fiction nécessaire, le *contrat* qu'on va lire est passé entre une société par actions et les exploitants, qui se trouvent en même temps composer la totalité des actionnaires, car ce syndicat ne se contente pas, comme les anciennes conventions, de contrôler la production : il achète les charbons aux mines et les

(1) Cf. Circulaire 763.

(2) Cf. Circulaire 774.

revend aux consommateurs, il est l'unique agent commercial de la région. Nous donnons donc tout d'abord les statuts de la société par actions, qui sont du reste rédigés en la forme habituelle des statuts de sociétés.

Nous ferons enfin remarquer que, dès le commencement de 1895, la direction du syndicat et le comité consultatif toujours présidé par M. Kirdorf, ont réclamé la *prolongation du syndicat*; cette prolongation et quelques *modifications au texte primitif du contrat* (1) furent approuvées par actes notariés des 31 juillet-20 septembre 1895. *Le syndicat fonctionnera donc jusqu'à la fin de 1905 et l'accord pourra alors être renouvelé pour dix nouvelles années par tacite reconduction* (2).

IV. — ORGANISATION DU SYNDICAT DES HOUILLES.

1^o Statuts de la Société « Syndicat des houilles » (3).

Raison sociale, siège et durée de l'Association.

ARTICLE PREMIER.

La Société par actions fondée sous la raison sociale « Syndicat des houilles de Westphalie et des Provinces rhénanes » a pour siège

(1) Nous indiquons en note les articles du contrat de 1893 modifiés en 1895.

(2) Voici la liste des circulaires parues depuis la constitution du syndicat des houilles et renseignant sur son organisation et sur ses opérations.

Citons d'abord les travaux d'ordre général : Circ. 795 (discours du directeur Kleine sur le syndicat), 963 (analyse d'une étude de M. Sarter sur les syndicats westphaliens), 1050 et 1138 (brochure du directeur Effertz sur les avantages du syndicat et la nécessité de le maintenir), 1131, 1173 et 1609 (rapports généraux sur l'industrie houillère westphalienne).

Les circulaires suivantes renseignent plutôt au jour le jour sur la situation commerciale et les discussions relatives au fonctionnement du syndicat :

En 1893 : 805, 826, 866, 891.

En 1894 : 942, 948, 951, 966, 981, 1003, 1049, 1115 (rapport sur 1894).

En 1895 : 1143 et 1162 (discussions sur la prolongation du syndicat), 1144 (modification du contrat), 1199, 1209, 1224 (nomenclature des prix), 1228, 1273 (rapport sur 1895).

En 1896 : 1342, 1345, 1413 (rapport sur 1896).

En 1897 : 1391, 1450, 1468, 1497, 1508, 1546 (rapport sur 1897).

En 1898 : 1521 et 1545 (chiffres de participation et production des syndiqués), 1524 (prix de vente depuis 1896), 1576, 1586.

En outre, on trouvera à la fin de ce travail une note rappelant les circulaires relatives aux discussions parlementaires sur le syndicat et à l'opinion des chambres de commerce.

(3) Reproduit d'après les circulaires 910 et 1399.

social Essen, sur la Ruhr. L'exercice est compté du 1^{er} janvier au 31 décembre.

Objet de l'entreprise.

ART. 2.

L'association a pour objet l'achat et la vente des charbons, cokes et briquettes.

Capital de fondation et actions.

ART. 3.

Le capital de fondation est de 900.000 marcs; il est divisé en 3.000 actions nominatives de chacune 300 marcs. Le transfert d'une action ne peut se faire sans le consentement de l'Association. Le transfert n'est donc valable qu'après approbation du Conseil de surveillance et de l'Assemblée générale, et n'est effectif qu'après qu'un acte notarié ou judiciaire aura accrédité la personne de l'acquéreur.

Les noms des actionnaires seront inscrits dans le registre des actions.

ART. 4.

Si des actions ont été perdues ou détruites, il devra en être fait signification par voie judiciaire à la Société. Ce n'est qu'après cette signification qu'une nouvelle action pourra être créée et délivrée.

Organes de l'Association.

ART. 5.

Les différents organes de la Société sont :

- a) La Direction (*Vorstand*);
- b) Le Conseil de surveillance (*Aufsichtsrath*);
- c) L'Assemblée générale (*General-Versammlung*).

Direction.

ART. 6.

La Direction se compose de deux ou de plusieurs membres nommés par le Conseil de surveillance.

Les signatures de deux membres de la Direction ou de l'un de ces membres et d'un fondé de pouvoirs, apposées sous la raison sociale, constituent la signature sociale du Syndicat.

Conseil de surveillance.

ART. 7.

Le Conseil de surveillance se compose de neuf membres qui seront, sauf pour le premier Conseil, élus par l'Assemblée générale pour une durée de quatre ans. Tous les ans, au moment de l'Assemblée générale, trois membres sortiront. Pour la première période, les noms des membres sortants seront tirés au sort ; mais, par la suite, ils seront pris par ordre d'entrée au Conseil. Le tirage au sort a lieu, en séance, par les soins du président. Les membres sortant sont rééligibles.

Si, par suite de circonstances spéciales, un des membres du Conseil de surveillance vient à disparaître avant l'Assemblée générale, la place restera vacante jusqu'à la plus prochaine Assemblée générale ; mais si le nombre des membres du Conseil vient à tomber au-dessous de cinq, une Assemblée générale devra être convoquée d'urgence pour compléter le Conseil. La nomination d'un membre en remplacement d'un membre disparu n'est valable que pour le laps de temps que le membre disparu avait encore à parcourir.

ART. 8.

Le Conseil de surveillance peut émettre une décision valable si tous les membres ont été convoqués et si cinq membres au moins sont présents.

ART. 9.

Le Conseil de surveillance se constitue immédiatement après l'Assemblée générale en nommant au scrutin son Président et son Vice-Président.

Assemblée générale.

ART. 10.

L'Assemblée générale des actionnaires est convoquée par les soins de la Direction ; le droit de convocation de l'Assemblée générale appartient aussi au Conseil de surveillance. La convocation accompagnée de l'ordre du jour est adressée par lettre recommandée au moins quinze jours à l'avance à tous les actionnaires inscrits sur le livre des actions.

ART. 11.

Chaque action donne droit à une voix et le livre des actions sert de base à l'attribution du nombre des voix.

Chaque membre pourra, par pouvoir sous seing privé, déléguer ses droits de participation à l'Assemblée générale. Le mandataire n'a pas besoin d'être actionnaire.

ART. 12.

La présidence de l'Assemblée générale appartient au Président du Conseil de surveillance ou à son vice-président, et en cas d'empêchement de ces deux personnes à un Président élu par l'Assemblée générale. Le Président ouvre et clôt la séance; il nomme deux assesseurs et dirige les débats. Pour la validité des résolutions et des votes de l'Assemblée générale la majorité absolue des voix représentées suffit tant que les statuts n'ont pas prévu d'exception.

ART. 13.

L'Assemblée générale ordinaire a lieu tous les ans dans les six premiers mois de l'année commerciale. Si le Conseil de surveillance ou la Direction le juge nécessaire, ils peuvent convoquer des Assemblées générales extraordinaires à condition d'accompagner la convocation de l'ordre du jour de la séance; la même convocation peut avoir lieu si les possesseurs d'un vingtième au moins du capital-actions le demandent au Conseil de surveillance ou à la direction.

ART. 14.

Les questions à soumettre aux Assemblées générales ordinaires pour qu'il soit statué à leur égard sont :

(a) Le rapport annuel; (b) Le bilan annuel avec le compte de profits et pertes, et la demande de décharge de la direction et du Conseil de surveillance; (c) La répartition du bénéfice net; (d) L'élection des membres du Conseil de surveillance; (e) L'élection des censeurs aux comptes.

ART. 15.

L'Assemblée générale peut décider des changements aux statuts et l'augmentation du capital à la simple majorité prévue à l'article 12. Mais pour tout ce qui concerne le changement du but de la Société, la réduction du capital primitif, la dissolution, la fusion ou la liquidation de la Société, une majorité des trois quarts du capital-actions est nécessaire.

ART. 16.

Le procès-verbal d'une Assemblée générale n'a besoin d'être signé que par le Président et par deux actionnaires ou par leurs représentants.

Bilan. — Répartition des bénéfices. — Fonds de réserve.

ART. 17.

La Direction est tenue, dans les trois premiers mois de l'année commerciale, de fournir au Conseil de surveillance le bilan et le compte de profits et pertes relatifs à l'année écoulée, ainsi qu'un rapport sur la situation des biens de la Société et sur l'état des affaires (rapport annuel). Ces documents, accompagnés des observations du Conseil de surveillance, seront présentés à l'Assemblée générale. Chaque actionnaire devra recevoir un extrait de ce rapport, ainsi que du rapport des censeurs aux comptes, au moins deux semaines avant l'Assemblée générale.

ART. 18.

Sur le bénéfice net, un vingtième au moins sera prélevé pour constituer le fonds de réserve jusqu'à ce que celui-ci ait atteint le dixième du capital.

Publications.

ART. 19.

Les publications de la Société qui doivent être faites par la voie des journaux ne seront insérées que dans le *Reichs-Anzeiger* (Feuille d'Annonces de l'Empire), sous la rubrique : *Rheinisch-Westfälisches Kohlen-Syndikat* (Syndicat des houilles de Westphalie et des provinces rhénanes), et signées : *La Direction* ou *Le Conseil de surveillance*.

2° Contrat passé entre le Syndicat des houilles et chacun des charbonnages adhérents, ainsi qu'entre ces derniers personnellement.

Entre le Syndicat des houilles rhénan-westphalien d'une part, et les mines soussignées d'autre part, a été passé par devant notaire, en date des 16-19 février 1893, un contrat ayant pour but de supprimer à l'avenir la concurrence déraisonnable sur le marché charbonnier.

Par ledit contrat, les participants soussignés se sont engagés à se réunir dans les Assemblées prévues ci-après et à se soumettre aux décisions de ces Assemblées ainsi qu'à celles des organes par eux établis, — *Comité consultatif (Beirath)* et *Commission de fixation des chiffres de participation*, — dans tous les cas spécifiés ci-dessous.

Ce contrat, auquel nous nous référons par le présent acte, expirera le 1^{er} mars 1898. Or, les participants ont décidé à l'unanimité d'en prolonger la durée dès aujourd'hui, et — en maintenant les obligations énoncées ci-dessus, — d'en modifier comme suit la rédaction (1).

A. — Assemblées des propriétaires de charbonnages.

1^o Les Assemblées auront lieu aussi souvent qu'il sera nécessaire. Le *Comité consultatif (Beirath)* décide qu'il y a nécessité de convoquer. En outre, une Assemblée doit être convoquée immédiatement si un groupe de propriétaires de charbonnages, représentant un cinquième du nombre total des voix, en fait la demande par écrit au *Comité directeur (Vorstand)* du Syndicat.

2^o Dans les Assemblées, chaque propriétaire de charbonnages a droit à autant de voix qu'il y a de fois 10.000 tonnes dans le chiffre de participation qui lui a été assigné.

3^o Les Assemblées peuvent statuer valablement si les trois quarts des voix sont représentées. Si une Assemblée n'est pas en nombre, une autre Assemblée doit être immédiatement convoquée, dans les formes indiquées ci-après; cette seconde Assemblée peut décider

(1) *Rédaction du contrat primitif*: Entre le Syndicat des houilles de Westphalie et des provinces rhénanes, d'une part, et chacun des propriétaires de mines..., d'autre part, afin de supprimer à l'avenir une concurrence déraisonnable sur le marché des houilles et d'établir des conventions rationnelles entre les propriétaires de mines et associations de vente, au sujet de la répartition normale de l'ensemble des ventes, ainsi que des prix et conditions de livraison, est conclu le contrat défini aux articles ci-dessous. Les propriétaires de mines contractants s'obligent également entre eux, ainsi qu'il est dit plus loin, à se réunir en assemblée et à se soumettre, dans les cas désignés ci-après, aux décisions prises;

1^o Dans les Assemblées de propriétaires de mines tenues conformément aux règles stipulées en A;

2^o A celles prises par le Comité institué en B;

3^o Ainsi qu'à celles prises par la Commission instituée en C pour la fixation du chiffre de participation.

Chaque propriétaire de mine doit aussi posséder un nombre d'actions de la Société du Syndicat des houilles de Westphalie proportionnel à son extraction.

valablement, quel que soit le nombre des voix représentées. Ce droit doit cependant être chaque fois explicitement mentionné dans la deuxième convocation ;

4° La présidence des Assemblées appartient au président du *Comité consultatif* (*Beirath*), ou en son absence au vice-président, ou, en cas d'empêchement de ces deux personnes, à un président choisi par l'Assemblée ;

5° Seul le représentant légal de chaque charbonnage, ou, en son absence, un employé du charbonnage muni de pleins pouvoirs réguliers, peut prendre part à l'Assemblée. La représentation ne peut être attribuée à une tierce personne ;

6° Les Assemblées sont convoquées par les soins du *Comité directeur* (*Vorstand*) du Syndicat ; les convocations doivent être envoyées à chaque membre trois jours à l'avance, avec l'ordre du jour, et par lettre recommandée ;

7° Le jour de l'envoi de la convocation compte pour ce délai de trois jours et, à cet effet, le timbre de la poste fait foi ;

8° Les Assemblées ont lieu au siège du Syndicat ou dans un endroit désigné par le *Comité consultatif* (*Beirath*) ;

9° Le président ouvre et clôt la séance, nomme deux scrutateurs et dirige les débats ;

10° Il est rédigé un procès-verbal des délibérations ; ce procès-verbal est signé par le président, les scrutateurs et ceux des membres présents qui le désirent. Il est joint à ce procès-verbal une liste, certifiée conforme par le président, des membres présents ou représentés, avec le nombre de voix dont ils disposent ;

11° Il est adressé une copie du procès-verbal à chaque membre du Syndicat ;

12° Les procès-verbaux ont force exécutoire pour tous les membres ;

13° Les Assemblées ont, sauf dispositions contraires indiquées ci-dessus ou ci-après, à statuer sur les questions suivantes :

1. Nomination du *Comité consultatif* (*Beirath*) ;
2. Élection des membres de la *Commission de fixation des chiffres de participation* ;
3. Décision au sujet des réductions éventuelles de la production pour un temps plus ou moins long, sur la proposition du *Comité directeur* (*Vorstand*) ;
4. Fixation de l'indemnité à payer ou à recevoir pour les

ventes inférieures ou supérieures au chiffre de participation ;

5. Admission de nouveaux membres ;

6. Fixation du nombre d'actions à attribuer à chaque propriétaire de charbonnages adhérent.

B. — *Comité consultatif (Beirath)* (1).

1° Chaque propriétaire de charbonnages, ou groupe de charbonnages, a le droit de désigner, par chaque million de tonnes compris dans son chiffre de participation, un membre du Comité consultatif et un suppléant ;

2° Les membres du Comité consultatif, ainsi que leurs suppléants, sont nommés tous les ans dans la première *Assemblée* des propriétaires de charbonnages tenue dans l'année ; ils ne peuvent être choisis que parmi les membres des administrations des charbonnages adhérents ;

3° Le Comité consultatif nomme tous les ans, dans sa première séance, un président et trois vice-présidents (2).

Le Comité consultatif est autorisé à confier à des sous-commissions spéciales l'examen des diverses questions ; il règle d'ailleurs lui-même sa procédure.

C. — *Commission pour la fixation des chiffres de participation.*

1° Cette Commission se compose de quatre membres, deux techniciens, un commerçant et un membre du *Comité directeur* (*Vorstand*) ; les premiers sont élus annuellement — pour la période qui va jusqu'à la première Assemblée de l'année légale suivante, — et cela en nombre double, soit quatre techniciens et deux commerçants, par l'*Assemblée des propriétaires de charbonnages* (cf. A. 2) ;

2° Si l'un des membres de la Commission résigne ses fonctions au cours de la période pour laquelle il a été élu, l'*Assemblée* mensuelle suivante élit un remplaçant pour la durée du temps restant à courir ;

(1) Ce Comité « consultatif » pourrait porter le nom de Comité « exécutif ». On verra, en effet, qu'il a les pouvoirs les plus étendus. Il représente surtout les intérêts des adhérents vis-à-vis du Comité directeur qui agit avant tout comme un bon commerçant indépendant des adhérents.

(2) Paragraphe nouveau.

3° Les membres qui devront prendre part à la solution de chaque affaire, seront choisis chaque fois par le *Comité consultatif* (*Beirath*), de telle façon que les membres appelés à siéger ne soient ni employés, ni actionnaires, ni propriétaires de parts ou commanditaires du charbonnage intéressé;

4° Si le nombre des membres de la Commission qui remplissent ces conditions se trouve insuffisant, le *Comité consultatif* (*Beirath*) a le droit de désigner pour ce cas spécial d'autres membres du Syndicat;

5° La Commission prend ses décisions à la majorité des voix; en cas de partage des voix, le président du *Comité consultatif* (*Beirath*) décide.

Vente en commun et exceptions à ce régime.

§ 1.

1. Les propriétaires de charbonnages soussignés *vendent* ⁽¹⁾ la totalité de leur production en houilles, cokes et briquettes, au Syndicat des houilles rhénan-westphalien, qui contracte de son côté l'obligation de leur prendre et de revendre la totalité de leur production conformément aux dispositions fixées ci-après.

2. Sont exceptés de cette revente par le Syndicat :

a) Les houilles, cokes et briquettes nécessaires aux besoins particuliers de chaque charbonnage (tels que chauffage des chaudières, etc...) ainsi qu'à l'exploitation des établissements dépendant de ces charbonnages (tels que fours à cokes, fabriques de briquettes, briqueterie, salines, etc...);

b) Les houilles, cokes et briquettes vendus au détail dans le voisinage immédiat du charbonnage, à condition toutefois qu'il ne s'agisse pas d'une fourniture régulière à un établissement industriel voisin;

c) Les houilles fournies à titre de prestations en nature aux employés de la mine, le charbon de foyer distribué aux mineurs, ou celui qui est attribué à des œuvres philanthropiques et à des secours.

3. Les houilles, cokes et briquettes employés dans ces trois cas sont soumis au contrôle du Syndicat, quant à leur quantité. Le tonnage de ces livraisons doit être communiqué au Syndicat avant

(1) *Rédaction du contrat primitif* : ... cèdent le droit de vente de...

le 5 du mois qui suit celui où elles ont été effectuées, et il entre en ligne de compte dans le chiffre de participation. La fixation du prix des combustibles vendus au détail dans le voisinage est soumise à l'approbation du *Comité directeur* (*Vorstand*).

4. Les propriétaires contractants s'engagent, pour la durée de ce contrat, à s'abstenir de toute vente directe de houilles, cokes ou briquettes à des tiers, sauf les exceptions expressément spécifiées ci-dessus; en outre, ils s'engagent à transmettre aussitôt au Syndicat tout ordre ou toute demande qui leur parviendrait directement, afin de lui en laisser l'exécution. Mais le Syndicat a le droit de recourir à l'un quelconque des propriétaires de charbonnages pour la conclusion d'un marché ou le règlement d'un différend.

5. Les engagements et marchés conclus directement avant le 1^{er} mars 1893, par les charbonnages contractants devront être poursuivis et soldés par ces charbonnages. Cette clause s'applique encore au Syndicat des cokes et au Syndicat des briquettes aussi longtemps qu'ils existeront. Toutefois les propriétaires de charbonnages s'engagent à communiquer au Syndicat, jusqu'à la complète exécution de ces marchés, et avant le 5 de chaque mois, le tonnage des livraisons ainsi effectuées; ces communications sont également soumises au contrôle du Syndicat et le tonnage indiqué entre en ligne de compte dans le chiffre de la participation.

6. En outre, les propriétaires de charbonnages s'engagent à fournir au *Comité directeur* (*Vorstand*), dans le délai fixé par lui, tous les renseignements qu'il désire concernant l'extraction de la houille, la fabrication des cokes et briquettes, ainsi que la vente et la consommation de ces produits.

7. Il est permis au *Comité directeur* (*Vorstand*) d'acheter et de vendre des houilles, cokes et briquettes provenant de charbonnages qui ne font pas partie du Syndicat.

Fixation de la part revenant à chaque charbonnage dans la vente totale et réglementation de l'extraction ou production.

§ 2 (1).

1. Il est pris, comme base de la participation de chaque charbonnage à la vente totale, l'extraction accordée jusque-là par le Syndicat comme chiffre de participation de ce charbonnage.

(1) Rédaction du § 2 de l'ancien contrat (nous la reproduisons intégralement, à cause de

2. Lorsqu'un des propriétaires de charbonnages veut participer pour un tonnage plus élevé à la vente totale, il doit en donner avis six mois à l'avance au Syndicat.

l'importance des modifications ; la disposition des paragraphes conservés est différente) :

Il sera pris, au choix des intéressés, comme base de la part revenant à chaque mine dans la vente totale, ou l'extraction de l'année 1891, ou celle de l'année 1892.

Dans le cas où une mine aurait subi pendant ce laps de temps une crise ou une perturbation dans son activité, on prendra comme base l'extraction ou la production que la mine intéressée aurait atteinte si les conditions d'exploitation avaient été normales.

Il sera attribué aux nouvelles installations ou à celles qui n'auront pas atteint leur production normale, une quantité de 400 tonnes par jour et poste de travail ; les puits doubles seront estimés comme constituant deux installations distinctes. La Commission prévue en C sera appelée, sur la demande des intéressés, à décider quelles sont les installations qui peuvent être considérées comme n'ayant pas encore atteint leur chiffre normal de production (*Voir plus loin le § 12 du nouveau contrat*).

Tout exploitant qui veut participer pour un chiffre plus élevé à la vente devra faire connaître ses intentions au Syndicat au moins six mois à l'avance.

Pour la première fixation de la participation, il pourra être fait par les intéressés des demandes d'augmentation de participation au moment même de la signature du contrat ; si la direction juge que la situation générale des affaires ne permet pas de donner suite à ces demandes individuelles sans pour cela imposer une réduction générale de participation, la Commission prévue en C devra être appelée à examiner la situation.

Au moment d'émettre son avis, cette Commission ne devra pas seulement s'occuper de la possibilité technique d'augmenter la production, mais elle devra aussi examiner la situation générale de la mine, ainsi que l'état exact du marché.

Cette Commission statuera également en cas de contestation au sujet de la production normale pendant les années 1891 et 1892.

Un délai d'appel de quinze jours à partir de la signification par lettre recommandée de la décision sera laissé soit aux propriétaires des mines, soit à la direction du syndicat, le conseil de surveillance (Beirath) juge en dernier ressort.

Le tonnage ainsi déterminé comme participation dans la production totale est applicable à partir du jour stipulé.

Le propriétaire de mine est tenu, par contre, de livrer les quantités de houille correspondantes au tonnage qui lui est attribué s'il ne prévient pas la direction, au moins un mois à l'avance, de son désir de diminuer sa participation. La direction du syndicat est tenue d'accéder à toute demande de ce genre.

Tout exploitant qui, par application de l'alinéa 3 ci-dessus, veut augmenter sa production ou qui met une nouvelle installation en activité, est tenu d'indiquer sa future extraction journalière à la direction, au moins trois mois à l'avance ; il est de ce fait obligé à des livraisons correspondantes.

Tout exploitant qui, par sa faute, ne parvient pas à effectuer les livraisons réglementaires, peut se voir appliquer une amende par la direction ; cette amende sera de 2 marcs par tonne non livrée, pour la première année. Cette amende sera fixée, les années suivantes, par l'assemblée générale des propriétaires de mines. En cas de contestation, la Commission (prévue en C) statue sous réserve de recours au conseil de surveillance, qui juge en dernier ressort. Les réclamations et les recours doivent, sous peine de nullité, être représentés par lettre recommandée au plus quinze jours après la décision (*Voir plus loin le § 8, chiffre 2, du nouveau contrat*).

Au cas où l'état du marché nécessiterait une diminution de production, le pour cent de cette diminution doit être fixé par l'assemblée générale des propriétaires de mines.

Si, par suite de marchés passés ou de questions de qualités de charbon, cette dimi-

3. Si le *Comité directeur* (*Vorstand*) estime que la situation générale des affaires ne permet pas de donner suite à cette demande d'augmentation de production sans imposer à l'ensemble des syndiqués une réduction de leur participation à la vente, la *Commission* prévue en C est appelée à statuer sur le cas.

4. Cette *Commission*, lorsque les demandes se rapportent à des installations (de puits) nouvelles et jamais exploitées jusqu'alors, tiendra compte de la situation générale de ces installations et de la possibilité, au point de vue technique, de cette augmentation de production; pour toutes les autres demandes du même ordre, elle tiendra compte, en outre, de la situation du marché des houilles. Chaque charbonnage a le droit, avant de commencer les travaux, de réclamer l'avis de la *Commission* et éventuellement d'en appeler au *Comité consultatif* (*Beirath*) de cette décision sur la justification d'une installation nouvelle.

Dans le cas où il ne s'agit pas de nouvelles installations, la *Commission*, avant de statuer sur les réclamations les plus récentes, est obligée de procéder chaque fois à une révision de toutes les réclamations antérieures de même nature rejetées en appel, mais qu'il était techniquement possible d'admettre et qu'on a rejetées seulement en raison de l'état du marché. Toutes ces réclamations doivent être vidées par ordre de date et dans la mesure où la situation de chacun des charbonnages intéressés les justifie.

5. Il peut être fait, devant le *Comité consultatif* (*Beirath*), appel des décisions de cette *Commission* (dans le délai de quatorze jours après celui de l'envoi par lettre recommandée) par le propriétaire intéressé ainsi que par le *Comité directeur* (*Vorstand*) du Syndicat.

nution ne peut être appliquée à tous les propriétaires également, ceux qui livreront plus qu'ils ne devraient livrer devront payer une redevance proportionnelle; par contre, ceux dont la production est inférieure au chiffre de participation seront indemnisés par le Syndicat.

Cette dernière indemnité est aussi due même lorsqu'aucune réduction de production n'est appliquée.

La quotité de la redevance, comme aussi les indemnités, seront fixées dans la première assemblée des propriétaires de mines de chaque année.

Plusieurs mines appartenant à une même compagnie seront considérées comme faisant une unité pour la fixation de la part à leur attribuer.

Les associations de vente peuvent demander à être traitées de même, mais elles doivent faire connaître leur désir à ce sujet avant la première assemblée des propriétaires de mines de chaque année.

Une augmentation de production accordée, suivant l'alinéa 3 ci-dessus, n'est valable qu'autant que l'augmentation est due réellement à cette installation nouvelle.

6. Le tonnage ainsi déterminé comme participation dans la production totale est applicable à partir du 1^{er} avril ou du 1^{er} octobre qui suit la fixation ci-dessus établie. Les augmentations du chiffre de participation ne peuvent être appliquées qu'à partir du 1^{er} avril ou du 1^{er} octobre de chaque année.

7. Chaque propriétaire de charbonnage est tenu de livrer les quantités de houilles correspondantes au tonnage qui lui est attribuée, s'il ne demande pas, au moins quatre semaines à l'avance, le *Comité directeur* (*Vorstand*) de lui accorder une diminution de sa participation. Le *Comité directeur* est tenu d'accéder à toute demande de ce genre.

8. Plusieurs mines, appartenant à une même Compagnie, seront considérées comme formant une unité pour la fixation du tonnage de participation à leur attribuer.

9. Les associations de vente (*verkaufs-vereine*), peuvent revendiquer les mêmes droits, mais elles doivent faire connaître leur désir à ce sujet avant la première *Assemblée des propriétaires de charbonnages*.

10. Toutes les fois que l'état du marché nécessite une diminution de la production totale, une réduction proportionnelle, fixée en p. 0/0 du chiffre de participation, sera imposée par décision de l'*Assemblée des propriétaires de charbonnages*.

11. Lorsque les charbonnages intéressés ne sont pas occupés d'une façon uniforme, ceux d'entre eux qui ont reçu du Syndicat un total d'ordres de livraison dépassant leur chiffre de participation, doivent payer au Syndicat une prime de surproduction (*abgabe*) pour tout le tonnage qui dépasse leur chiffre de participation. Par contre, les charbonnages qui ont reçu du Syndicat un total d'ordres de livraison inférieur à leur chiffre de participation, reçoivent du Syndicat une indemnité (*entschädigung*) pour tout le tonnage qui constitue la différence.

12. Le *Comité directeur* (*Vorstand*) fixe chaque mois la différence qui existe, en plus ou en moins, entre le tonnage livré et la participation théorique de l'ensemble des charbonnages; il calcule en raison de cette première fixation la part qui revient à chaque charbonnage et communique chaque mois aux charbonnages de quelles quantités ils ont dépassé la production qui leur était assignée, ou quelles quantités ont fait défaut pour qu'ils pussent l'atteindre. Les règlements de comptes, au contraire, n'ont lieu qu'à la fin de l'année légale, sur la base des participations de l'année.

13. La prime de surproduction et l'indemnité payée par chaque tonne doivent être fixées au même chiffre; ce chiffre est déterminé tous les ans par l'*Assemblée des propriétaires de charbonnages*.

14. Si l'*Assemblée des propriétaires de charbonnages* en décide ainsi, le *Comité directeur* (*Vorstand*) peut être autorisé à conclure, en vue d'une réduction volontaire de la production effective, avec les intéressés des arrangements qui ne seront pas soumis aux prescriptions ci-dessus.

*Fixation des prix et des conditions de livraison.
Règlements de comptes.*

§ 3.

1. Le Syndicat agit, vis-à-vis des charbonnages intéressés, ainsi qu'un acheteur pour son propre compte; le prix d'achat se règle conformément aux dispositions de l'article 5.

2. Les pertes éventuelles sont supportées par le Syndicat.

§ 4.

Le *Comité directeur* (*Vorstand*) fixe les prix et les conditions de vente; mais il doit, ce faisant tenir, autant que possible, compte des normes générales que le *Comité consultatif* (*Beirath*) arrête relativement à la fixation des prix et des natures ou catégories (classification) des houilles ⁽¹⁾.

§ 5.

1. Se guidant d'après les prix de norme (*Richtpreise*) déterminés pour l'ensemble des adhérents par le *Comité consultatif* (*Beirath*), le *Comité directeur* (*Vorstand*) fixe des prix de prise en charge (prix d'ordre, *Verrechnungspreise*) pour tous les assortiments et catégories de houille de chaque charbonnage syndiqué, après avoir entendu le représentant de celui-ci. Ces prix de prise en charge constituent le prix d'achat (cf. § 2, 1) des charbonnages adhérents, et servent de base aux règlements mensuels de comptes avec les charbonnages.

2. Une modification de ces prix de prise en charge ne peut, —

(1) L'ancien contrat stipulait en outre que : pour des marchés dont l'exécution devait durer plus d'une année, la direction devait obtenir l'adhésion de la mine intéressée.

aussi longtemps que le *Comité consultatif* (*Beirath*) maintient ses prix de norme, — être prévue ou demandée qu'au début de chaque année légale, sauf dans les cas où des modifications de qualités et de catégories rendent nécessaire une réglementation nouvelle.

3. Les charbonnages intéressés ont le droit, dans le délai de quatorze jours après la communication (à eux faite par lettre recommandée) des prix de prise en charge, d'en appeler au *Comité consultatif* (*Beirath*) pour modifications de ces prix. Le Comité décide alors souverainement.

4. Ce que le Syndicat peut en fait obtenir comme supplément de prix, par rapport aux prix de prise en charge, dans les rayons de vente incontestés (non sujets à la concurrence), est acquis au charbonnage qui a livré les charbons vendus à bénéfice et est chaque mois inscrit à son crédit ⁽¹⁾.

5. Chaque propriétaire de charbonnages est seul responsable de la bonne et régulière livraison des quantités et catégories à lui achetées par le Syndicat; ce propriétaire supporte seul tous les frais causés de son fait par la livraison de charbons de qualité mauvaise ou non conformes au type de livraison, ou par toute autre erreur dans l'exécution de la commande. C'est au *Comité directeur* (*Vorstand*) qu'il appartient, après une enquête rigoureuse sur chaque cas, de décider si l'exploitant est en faute. Un recours contre cette décision est toujours possible, dans le délai de quatorze jours, auprès du *Comité consultatif* (*Beirath*), qui statue en ce cas définitivement.

6. Les comptes fournis mensuellement par les propriétaires de charbonnages au sujet des quantités de houilles, cokes et briquettes livrés par eux dans le mois, doivent être réglés par le Syndicat avant le 20 du mois qui suit la livraison.

(1) *Rédaction* (de toute cette première partie du § 5) dans l'ancien contrat :

Pour les affaires concernant le rayon naturel de vente des houilles de Westphalie où aucune concurrence étrangère ne peut venir peser sur les prix de charbons, le prix obtenu doit revenir en entier aux exploitants, sauf déductions prévues au § 6, et cela pendant toute la durée des marchés qui pourront être conclus spécialement avec certaines mines. Par contre, pour les marchés conclus en dehors du rayon naturel de vente des houilles de Westphalie en concurrence avec des mines n'appartenant pas au Syndicat et pour lesquels on sera obligé d'appliquer des prix exceptionnels, il sera accordé aux mines, qui devront livrer à ces conditions une indemnité proportionnelle fixée par le Conseil de surveillance d'accord avec la direction. Cette indemnité sera au plus égale à la différence entre le prix obtenu et le prix moyen de vente de cette même sorte ou qualité de houille dans la région de consommation ordinaire. Les déductions prévues au § 6 seront naturellement aussi appliquées dans ce dernier cas.

Répartition des frais de gestion.

§ 6.

Pour se couvrir de tous les frais de gestion et d'un déficit éventuel du Syndicat, un prélèvement proportionnel, fixé en p. 0/0, sera fait sur les factures mensuelles; le taux de ce prélèvement sera déterminé, lorsque besoin sera, par le *Comité consultatif* (*Beirath*) sur la proposition du *Comité directeur* (*Vorstand*).

Contrôle.

§ 7 (1).

Le *Comité directeur* (*Vorstand*) exerce un droit de contrôle sur le chargement et peut prendre connaissance de tous les livres et pièces comptables des charbonnages intéressés.

Pénalités.

§ 8.

1. Au cas où l'un des propriétaires contractants aura, par dérogation aux dispositions du § 1, vendu directement des houilles, cokes et briquettes (c'est-à-dire sans tenir compte du Syndicat) le propriétaire devra payer au Syndicat une amende conventionnelle (2), par tonne ainsi livrée.

2. Le propriétaire de charbonnages qui, par sa faute, n'effectue pas les livraisons auxquelles il s'était engagé, peut être condamné à une amende, dont le montant par tonne non livrée sera fixé pour chaque exercice par l'*Assemblée des propriétaires de charbonnages* (3).

3. Pour toute autre violation à quelque autre clause du présent traité, chaque contractant s'engage à payer au Syndicat une amende conventionnelle de 1.000 marcs par contravention.

4. Toutes les pénalités sont prononcées sur la proposition du

(1) Article nouveau.

(2) L'ancien contrat fixait à 50 marcs par tonne cette amende.

(3) Cet alinéa faisait partie, dans l'ancien contrat, du § 2; on le retrouvera dans le texte de cet article donné plus haut; il a du reste été modifié.

Comité directeur (Vorstand), par le *Comité consultatif (Beirath)*; il peut en être appelé, dans les quatorze jours après la signification de la pénalité à l'intéressé, devant l'*Assemblée des propriétaires de charbonnages*. Ce recours doit être adressé au président du *Comité consultatif (Beirath)*.

5. L'*Assemblée des propriétaires de charbonnages* a le droit dans des circonstances exceptionnelles, d'abaisser jusqu'à 100 marcs l'amende conventionnelle par contravention.

6. La signification de la pénalité a lieu par lettre recommandée.

7. Le paiement des amendes conventionnelles doit avoir lieu aussitôt après la signification.

8. Dans le cas où l'amende n'est pas payée, le *Comité directeur (Vorstand)* est autorisé à retrancher le montant de l'amende du décompte mensuel du charbonnage.

9. Outre l'amende conventionnelle, le Syndicat peut aussi réclamer des dommages-intérêts pour le dommage causé.

Date de l'entrée en vigueur et durée du contrat (1).

§ 9.

Les dispositions du présent contrat sont applicables à partir du 1^{er} janvier 1896; elles s'appliquent aussi, avec force rétroactive, pour la situation respective du Syndicat des charbonnages ou de ces derniers entre eux, aux marchés en cours au 1^{er} janvier 1896; spécialement en ce qui concerne les prix de prise en charge (§ 5) à payer aux charbonnages.

§ 10.

Le présent contrat expirera le 31 décembre 1905 sous cette réserve que si, aucun des contractants ne donne congé par écrit un an avant cette date, le contrat sera considéré comme renouvelé pour dix autres années.

§ 11.

La dissolution du Syndicat peut être prononcée après les cinq premières années; elle doit être prononcée au moins un an à l'a-

(1) Les trois §§ 9, 10 et 11 remplacent le § 9 de l'ancien contrat dont voici le texte :

L'entente est conclue à partir du 1^{er} mars 1893 pour une durée de cinq années consécutives; elle sera considérée comme valable pendant une nouvelle période de cinq

vance, par une décision réunissant les quatre cinquièmes du nombre total des voix représentées.

Dispositions transitoires.

§ 12 (1).

1. Les installations de puits nouvelles et indépendantes qui auront été notoirement entreprises avant le 1^{er} juillet 1896 et annoncées au *Comité directeur* (*Vorstand*) conservent le droit de faire usage des dispositions du contrat du 19 février 1893, § 2, al. 3, aux termes duquel les nouvelles installations sont autorisées à extraire 400 tonnes par jour ouvrable et par puits, les doubles puits comptant pour deux puits.

2. L'extraction ainsi autorisée ne le restera cependant qu'autant qu'elle sera réellement atteinte par l'installation en question.

V. — SITUATION ACTUELLE ET RÉSULTATS STATISTIQUES.

a) Situation actuelle. 1° La constitution du syndicat général de vente des houilles devait avoir pour conséquence naturelle la dissolution des syndicats qui avaient joué le même rôle dans certains districts :

Le *syndicat de Dortmund* se dissout le 23 septembre 1893 ;

Le *syndicat de Bochum*, le 1^{er} avril 1893 ;

Le *syndicat d'Essen*, qui ne comprenait que la moitié des mines de son district, dut en novembre 1892 abandonner à ses adhérents la vente directe ; il s'est mis en liquidation formelle quelque temps après.

2° D'autre part, la constitution du syndicat général laissa subsister, au moins momentanément, certains groupements spéciaux.

Le *syndicat de Steele-Mülheim*, qui représentait plutôt un

années si, six mois avant son expiration, aucun des contractants ne soulève aucune objection. — Au cas où le renouvellement ou la prolongation n'aurait pas lieu, les marchés en cours d'exécution au delà de l'expiration du présent contrat devront continuer à être exécutés par le Syndicat conformément aux stipulations ci-dessus. Autant que possible, cependant, ces marchés devront être repris par les mines intéressées.

(1) Cet article, comme l'indique le texte, faisait partie, dans l'ancien contrat, du § 2 reproduit plus haut ; il a du reste été notablement modifié.

groupement par qualités qu'un groupement régional, puisqu'il ne comprenait que des mines de houilles maigres, s'entendit avec le syndicat général et s'engagea à suivre ses indications au sujet des prix, des conditions de vente, etc... Mais, au lieu de le renouveler à la fin de 1895, les membres de ce syndicat préférèrent le fondre purement et simplement avec le syndicat général, en octobre 1895.

Les trois autres associations de vente des charbons maigres, plus spéciales encore, — association des *menus*, association des *charbons pour briqueteries et fours à chaux*, association des *charbons maigres (anthracite)* — continuèrent à fonctionner, mais perdent bientôt toute raison d'être et disparaissent en fait en 1895.

3° Enfin, la constitution du syndicat général laissait debout des syndicats puissants et bien organisés, chargés de vendre des produits accessoires. On conçoit très bien que les fondateurs du syndicat des houilles n'aient pas voulu compliquer dès le début leur organisation en absorbant les syndicats des cokes et sous-produits et celui des briquettes :

Le *syndicat des cokes* fonctionne toujours, mais il a avec le syndicat des houilles des rapports très étroits (1); l'accord a été renouvelé en 1897 pour 5 ans;

Le *syndicat des briquettes* est dans la même situation (2); il doit également fonctionner jusqu'en 1902. Il est probable que le syndicat général les absorbera alors complètement;

Les *syndicats des sous-produits, ammoniacque et goudrons*, qui fonctionnent le premier depuis janvier 1896 (3) et le second depuis janvier 1898, doivent durer chacun 5 ans au moins. Moins importants encore que les précédents, et constitués pour vendre des produits très spéciaux, ces syndicats ne peuvent nullement gêner par leur indépendance le syndicat général.

En somme, cinq syndicats, c'est-à-dire cinq sociétés par actions, chargées de vendre la totalité des produits de leurs actionnaires, règlent la production des houillères, fours à coke, fabriques de briquettes et usines de récupération des sous-produits qui existent dans le bassin rhénan-westphalien.

(1) Cf. Circulaire 1049 du 14 novembre 1894. Voir encore sur ce syndicat les circulaires 942 (exercice 1893), 981, 1118 (sur 1894), 1288 (sur 1895), 1414 (sur 1896), 1554 (sur 1897), ainsi que 1411 et 1468.

(2) Cf. Circulaires 981 (sur 1893), 1132 (sur 1894), 1269 (sur 1895), 1595 (sur 1896 et 1897), ainsi que 1468.

(3) Cf. Circulaire 1596, le rapport sur 1896 et 1897.

b) Résultats statistiques. Nous groupons ci-dessous quelques chiffres qui permettent d'apprécier le développement de l'industrie houillère et l'influence des syndicats. Nous avons rappelé précédemment, en note, les numéros de nos circulaires statistiques et de nos analyses des rapports des syndicats.

1° Houille

ANNÉES.	PRODUCTION (statistique officielle).		OBSERVATIONS.
	Total.	Augmentation d'une année à l'autre.	
	Tonnes.	P. 0/0.	
1880.....	22.495.204		Régime des conventions annuelles.
1881.....	23.644.755	+ 5,2	
1882.....	25.873.428	+ 5	
1883.....	27.862.936	+ 7,6	
1884.....	28.403.258	+ 1,9	
1885.....	28.970.323	+ 2	(18 mois). Dernière convention de limitation.
1886.....	28.497.293	— 1,8	
1887.....	30.148.348	+ 5,8	Intervention de la Caisse minière.
1888.....	33.201.176	+ 9,2	
1889.....	33.851.190	+ 2,1	
1890.....	35.568.588	+ 5	Syndicat régional : Dortmund, août 1890-septembre 1893.
			Syndicat régional : Bochum, 1891-avril 1893.
1891.....	37.398.561	+ 5	Syndicat régional : Essen, 1891-novembre 1892.
			Syndicat régional : Steele-Mulheim, 1891-octobre 1895.
1892.....	36.847.146	— 1	Fédération des mines et groupes (1 ^{er} semestre 1892).
1893.....	38.615.640	+ 4,80	Syndicat général (en activité depuis le 2 ^e semestre 1893).
1894.....	40.613.073	+ 5,16	
1895.....	41.145.744	+ 1,03	
1896.....	44.894.000	+ 9,1	
1897.....	48.424.000	+ 7,9	
Augmentation depuis la création des ententes environ.....	26.000.000	+ 115	

Les chiffres ci-après résument les *statistiques du syndicat général*. Le 1^{er} tableau reproduit les totaux des tableaux publiés dans nos circulaires 1115, 1273, 1413 et 1546 :

	PARTICIPATION admise.	EXTRACTION NETTE		RÉDUCTION effective.	CONSOMMA- TION des mines.	EXPÉDITIONS		
			p. 0/0 de la partici- pation.			totales.	pour le compte du Syndicat.	soit p. 0/0
	Tonnes.	Tonnes.		p. 0/0.	Tonnes.	Tonnes.	Tonnes.	p. 0/0.
1893.....	35.371.917	33.550.436	94,85	5,15	?	?	?	?
1894.....	36.978.603	35.137.776	95,02	4,98	8.399.580	26.738.196	15.905.673	59,49
1895.....	39.481.398	35.354.842	89,55	10,45	8.465.710	26.889.132	24.432.216	90,86
1896.....	42.626.516	38.916.110	91,29	8,71	9.432.739	29.477.870	27.290.059	102,58
1897.....	44.906.987	42.195.352	93,96	6,04	10.513.026	31.638.507	30.122.690	95,2

Le tableau ci-dessous, mis à jour par chaque rapport, contient des chiffres un peu différents.

AN- NÉES.	PARTICIPATION ADMISE AU		PARTICIPATION entrant en ligne de compte pour l'année entière (1).		PRODUCTION de l'année.	
				Aug- men- tation p. 0/0.		Aug- men- tation p. 0/0.
	Tonnes.	Tonnes.			Tonnes.	
1893.	1 ^{er} mars.....	33.575.976	35.371.917	—	35.539.230	—
1894.	1 ^{er} janvier.....	35.531.116	36.978.603	4,54	35.044.225	4,49
	31 décembre...	37.988.233				
1895.	31 décembre...	40.722.004	39.481.398	6,77	35.347.730	0,87
1896.	1 ^{er} janvier.....	41.631.244	42.735.389	8,24	38.916.112	10,10
	31 décembre...	43.417.490				
1897.	1 ^{er} janvier.....	44.274.765	46.106.189	7,89	42.195.352	8,43
	31 décembre...	48.043.912				
1898.	1 ^{er} janvier.....	48.540.162				
	Augmentation.	14.964.186				
	=	45 p. 0/0				

(1) La participation indiquée dans cette colonne est la participation entrant en ligne de compte, en tenant compte de l'entrée en vigueur (en cours d'exercice) des augmentations accordées : elle constitue donc une sorte de moyenne entre les chiffres de participation constatés au 1^{er} janvier des diverses années.

(2) Ces deux chiffres diffèrent, le second surtout, de la participation indiquée dans

2° Cokes.

ANNÉES.	PRODUCTION NETTE depuis le début des conventions.		OBSERVATIONS.
		Augmen- tation p. 0/0.	
	Tonnes.		
1885.....	2.826.697		
1886.....	2.537.013	— 11	
1887.....	3.142.922*	+ 23	* Dont 2.224.435 vendues par les soins de l'agence centrale, soit 71 p. 0/0.
1888.....	3.592.990	+ 14	
1889.....	3.813.027	+ 6	
1890.....	4.187.780*	+ 9,8	* Constitution du Syndicat propre- ment dit.
1891.....	4.388.010	+ 4,77	
1892.....	4.560.984	+ 4	
1893.....	4.780.489	+ 4,8	
1894.....	5.398.612	+ 12,93	
1895.....	5.562.503	+ 3	
1896.....	6.365.338	+ 12,63	
1897.....	6.871.557*	+ 9,6	* Dont 6.036.530 vendues par les soins du Syndicat, soit 88 p. 0/0.
AUGMENTATION TO- TALE.....	4.044.860	+ 143	

Il n'est pas inutile d'ajouter que, la participation admise étant très certainement supérieure à la puissance réelle de production, le Syndicat a très fréquemment imposé des réductions de production de 20 à 30 p. 0/0 : en fait, les progrès de la demande permirent presque toujours aux mines de produire le tonnage maximum qu'elles étaient réellement en mesure de livrer ; une marge n'en subsistait pas moins entre la participation admise et cette production effective.

le tableau précédent (44.906.987 t. au lieu de 46.106.489) : en effet, du chiffre de participation entrant en ligne de compte, ou en d'autres termes du tonnage sur lequel il a cru pouvoir compter, le syndicat a dû, en fin d'exercice, déduire les réductions volontaires de participation annoncées à l'avance et justifiées par des troubles d'exploitations. Il faut même ajouter qu'un certain tonnage non livré au syndicat par la faute des mines, ne donne pas lieu à indemnité : le chiffre de participation indiqué dans le premier de nos deux tableaux devrait donc être encore abaissé, de façon à porter la réduction effective de 1897 à 2,2 p. 0/0 au lieu des 6,04 p. 0/0 indiqués dans le tableau.

3° Briquettes.

ANNÉES.	PARTICIPATION admise par le Syndicat. T.	PRODUCTION vendue. T.	DONT VENDU par le Syndicat. T.
1891 depuis le 1 ^{er} février.	»	444.752	220.780
1892.....	621.814	553.075	516.508
1893.....	782.310	694.025	645.144
1894.....	837.022	745.414	719.258
1895.....	880.680	796.363	780.185
1896.....	900.300	830.983	818.300
1897.....	953.610	943.732	934.221

4° Sulfate d'ammoniaque.

ANNÉES.	PRODUCTION. T.
1895.....	10.053
1896.....	21.378
1897.....	32.418

c) Prix. Voici les prix les plus caractéristiques des principaux produits de 1890 (année où ils atteignèrent leur maximum) à 1897; nous y joignons les prix des mêmes catégories pendant l'année de crise 1886. Nous les empruntons aux rapports du Comité des houillères de Westphalie.

	CHARBONS				COKES		Briquettes.
	Flam- bants.	gras.	maigres.	à gaz.	de fon- derie.	de hauts- four- neaux.	
	Mars.	Mars.	Mars.	Mars.	Mars.	Mars.	
1886.....	5,87	5,59	4,87	7,19	8,82	7,50	7,30
1890.....	12,36	10,72	11	13,47	22	19,78	14,64
1891.....	11,02	9,86	9,73	12,91	17	13,50	14,25
1892.....	9,75	8,50	7,75	11,75	14,63	12	11,38
1893.....	7,58	7,29	7,50	9,79	14	11	9,75
1894.....	8,70	8	7,50	10,50	14	11	9,75
1895.....	8,33	8	7,50	10,12	14	11	9,75
1896.....	8,03	8,25	7,67	10,17	14,23	12,02	10,19
1897.....	8,57	8,85	8,32	11,17	15,96	13,87	10,92

Les prix n'ont augmenté depuis 1893, c'est-à-dire depuis l'entrée en activité du Syndicat des houilles, que de :

	0,99	1,56	0,28	1,38	1,96	2,87	1,17
soit 0/0	13	21	8,3	14	14	26	12
G.-F.							6

Les ententes ont donc exercé une influence régulatrice sur les prix et ont certainement usé avec modération de leur puissance.

d) Attitude du gouvernement. Il est certain que l'État prussien a plutôt favorisé que combattu les ententes entre producteurs de combustibles. Certains économistes et hommes politiques ont eu beau dénoncer ces « tentatives d'accaparement », l'État prussien, qui exerce lui-même un monopole de fait à Saarbrücken, n'a pas hésité à *reconnaître officiellement l'existence du Syndicat des houilles en traitant directement avec lui pour la fourniture des combustibles aux chemins de fer fiscaux* ⁽¹⁾. Nous avons cité à plusieurs reprises ⁽²⁾ les traités passés entre l'État et le Syndicat, traités qui donnent le ton au marché houiller. Et, comme le gouvernement ne s'est pas refusé à payer ses charbons plus cher depuis que les prix sont en hausse, il a presque chaque année au cours de la discussion du budget, l'occasion de défendre la politique du Syndicat. Dès le mois de mars 1893, c'est-à-dire à la nouvelle de la constitution définitive du Syndicat, le Ministre des chemins de fer allait jusqu'à prononcer ces paroles, qui nous serviront de conclusion :

« La pensée inspiratrice de cette constitution a été une pensée de modération; on a eu pour but de combattre les hausses excessives des prix, comme aussi leur avilissement fâcheux; on vise à réaliser une certaine stabilité des prix et des salaires, et à assurer ainsi une existence plus sûre à une population d'un million de personnes. Personne jusqu'ici n'a indiqué un autre moyen, pour atteindre un pareil résultat, que de réaliser l'union des exploitants dans le double but de régler simultanément et les prix et la production. »

« Le plus grand producteur et le plus grand consommateur ont à tenir compte l'un de l'autre », déclarait encore M. Thielen en mars 1896 (Cf. circ. 1313).

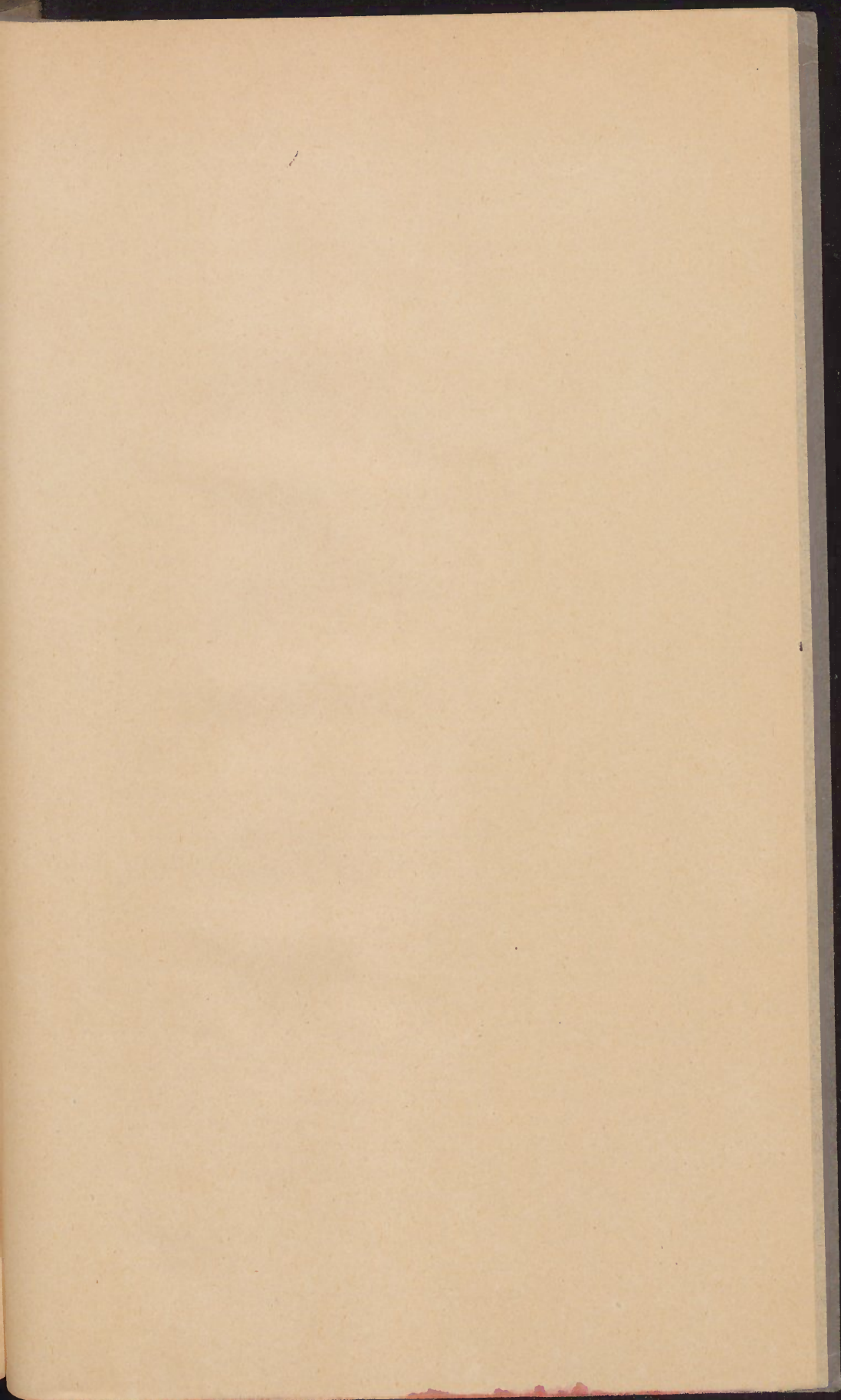
(1) Ce que nous disons du plus grand consommateur, l'État, est vrai à plus forte raison des grandes compagnies de navigation (Lloyd, etc.) et des compagnies de chemins de fer privés.

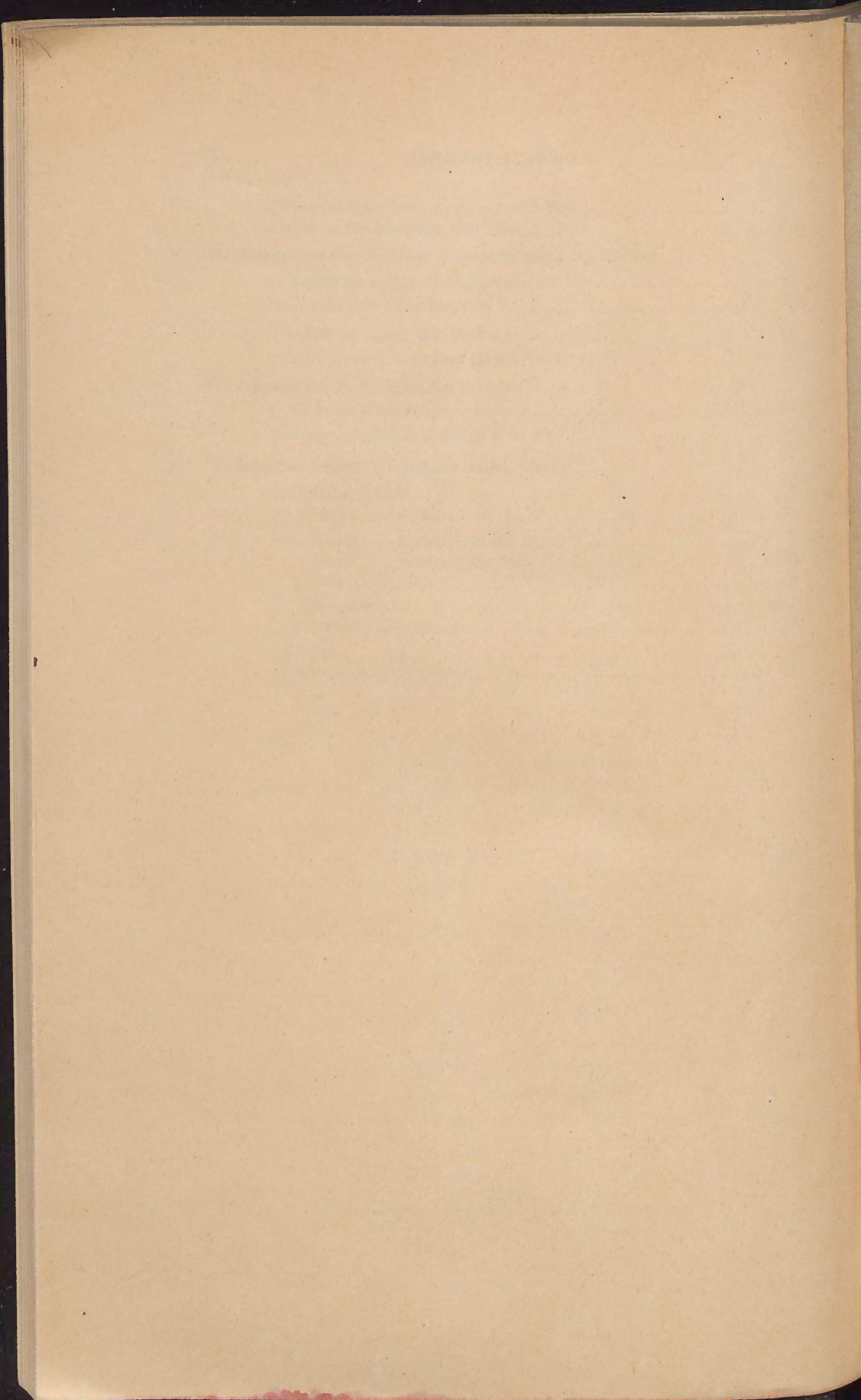
(2) Cf. Circulaires 572 (p. 5), 781, 1003, 1017, 1224, 1313, 1402. Ces circulaires contiennent en outre divers renseignements sur le monopole des marchands de charbon en Haute-Silésie. Sur l'opinion des Chambres de commerce, voir notamment circulaires 658, 1003, 1082, 1228, 1391, 1450.

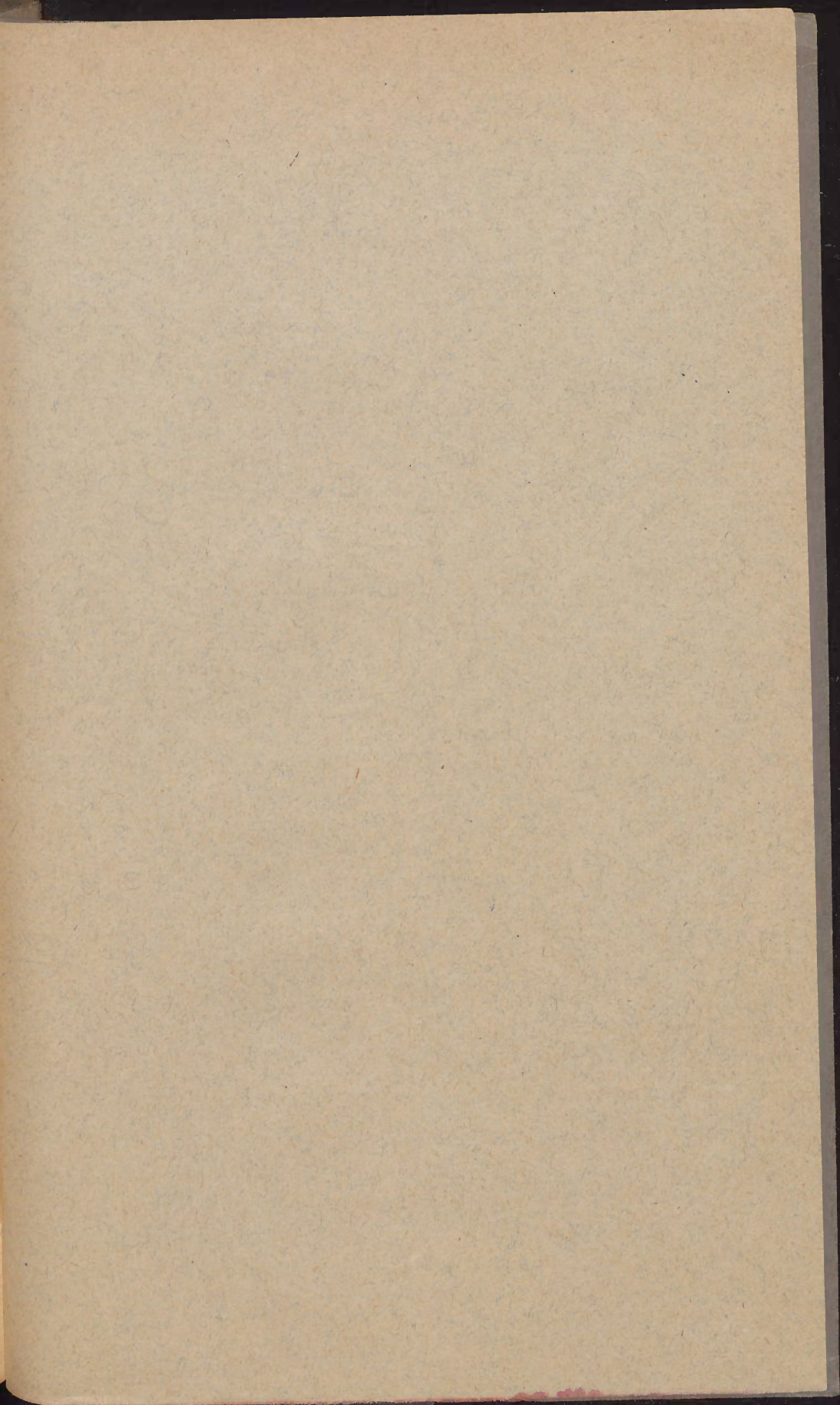
TABLE DES MATIÈRES

	Pages.
Avant-propos.....	1
 I. Conventions générales relatives à la limitation de la production dans tout le bassin :	
Note sur le Syndicat d'exportation.....	2
a) Conventions annuelles, 1880-1883.....	2
<i>Texte de la convention de 1882.....</i>	<i>3</i>
b) Convention, 1885-1886.....	5
<i>Texte de la convention de 1885-1886.....</i>	<i>6</i>
c) Échec d'un projet de convention pour 1887-1891.....	8
<i>Texte du projet de convention de 1887-1891.....</i>	<i>8</i>
d) Tentative d'intervention de la Caisse minière, 1887-1888.....	11
<i>Extraits des statuts de la Caisse des mines, 1887.....</i>	<i>12</i>
e) Le Comité des houillères et son projet de Syndicat de vente, 1887....	14
Note sur la formation de grandes compagnies par le groupement des concessions.....	14
 II. Conventions spéciales à certaines qualités de combustibles ou à certains districts :	
a) Syndicat des cokes : 1 ^{re} période 1885-1890.....	17
<i>Statuts de l'entente des cokes de 1885.....</i>	<i>18</i>
<i>Projets de statuts et de règlement de 1887.....</i>	<i>24</i>
<i>Statuts du Syndicat des cokes de 1888.....</i>	<i>33</i>
b) Syndicat pour la vente des charbons pour briqueteries et fours à chaux.	37
c) Syndicat pour la vente des charbons fins et menus criblés.....	37
d) Projets de bureaux de vente régionaux, 1890.....	37
e) Syndicat de Dortmund, 1890-1893.. .	39
<i>Statuts du Syndicat de vente de Dortmund.....</i>	<i>40</i>
<i>Traité entre le Sydicat de vente et les propriétaires de mines.....</i>	<i>44</i>
f) Syndicat de Bochum, 1891-1893.....	51
g) Syndicat d'Essen, 1891-1893.....	51
h) Syndicat de Steele-Mulheim (houilles maigres), 1891-1895.....	51

	Pages.
i) Syndicat des cokes : 2 ^e période 1890-1898.....	51
j) Syndicat des briquettes, 1891-1898.....	52
III. Constitution d'un Syndicat général de vente des houilles.	
a) Reprise des projets de syndicat général, 1891.....	52
b) La Fédération des mines, 1892.....	53
<i>Analyse des statuts de la Fédération des mines</i>	53
c) Constitution d'un syndicat général, février 1893.....	56
IV. Organisation du Syndicat des houilles.	
1 ^o <i>Statuts de la Société par actions</i>	59
2 ^o <i>Contrat passé entre la Société et les mines</i>	63
V. Situation actuelle et résultats statistiques.	
a) Situation actuelle.....	76
b) Résultats statistiques.....	78
1 ^o Houille : production du bassin.....	78
Houille : opérations du Syndicat.....	79
2 ^o Cokes : production.....	80
3 ^o Briquettes.....	81
4 ^o Sulfate d'ammoniaque.....	81
c) Prix.....	81
d) Attitude du gouvernement.....	82



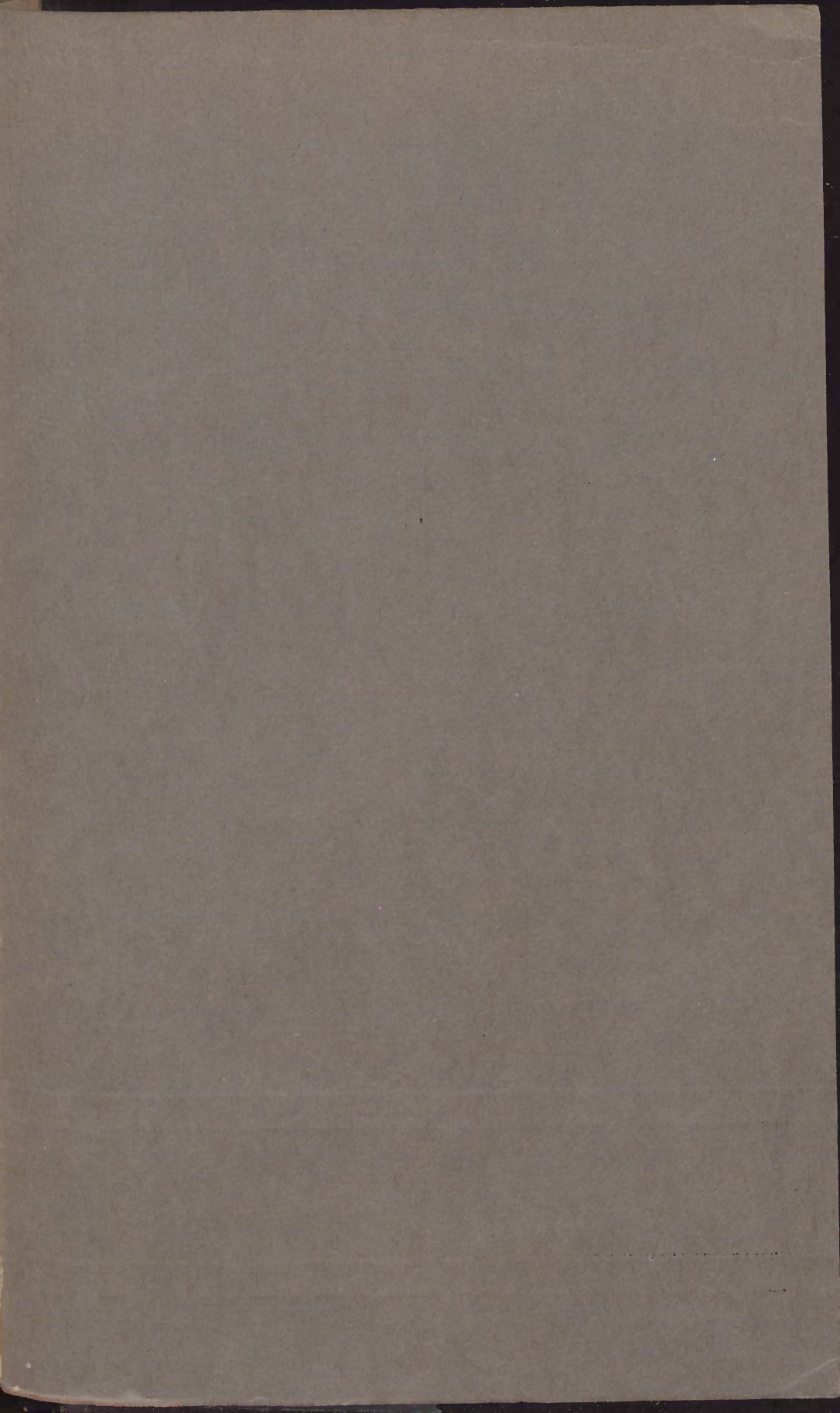




IMPRIMERIE
CONTANT-LAGUERRE



BAR-LE-DUC





206\$07963491